

Pourquoi le Daubé est-il daubé ?

C'est une affaire entendue depuis des dizaines d'années : dans les bistrotts, les ateliers, les salles d'attente ou les chaumières; à Grenoble ou ailleurs, on appelle le Dauphiné Libéré le « Daubé ». Ce surnom lui va si bien, résonne tellement comme une évidence que personne ne se donne la peine de l'expliquer. D'où vient-il ? Un hasard, un mauvais jeu de mots ? On ne sait pas. Le Dauphiné Libéré est daubé, voilà tout. Pourquoi perdre son temps à le démontrer ?

Mais à trop se reposer sur cet acquis, on en ignore les enseignements. Car chercher à comprendre pourquoi le Dauphiné Libéré est daubé permet bien plus que de s'interroger sur le bien-fondé d'un surnom. Cela permet de faire un voyage au cœur de l'histoire de la Presse Quotidienne Régionale, de la presse en générale et de la vie politique grenobloise et d'en ramener des éléments de compréhension et du critique du monde dans lequel on vit. Tel est le but de ce feuilleton qui tâchera d'étudier l'histoire, le développement et le fonctionnement actuel du Daubé.

Episode 1 : Le Renoncement aux idéaux de la Résistance.

L'histoire de la naissance du Dauphiné Libéré ressemble à beaucoup d'histoires de l'après-guerre. Ce qui s'est passé à Grenoble pour la presse s'est passé dans les autres régions, s'est passé au niveau national, s'est passé pour d'autres secteurs. A la Libération, les résistants rêvent de « lendemains qui chantent » soutenus par une presse de qualité ne sombrant pas dans les égarements du passé. Découvrons comment le Dauphiné Libéré a fait fi de ses idéaux.

Août 1944. Grenoble est libérée de l'occupation. Après le temps de la Résistance et de la répression, vient celui des règlements de comptes. Dans la population, la haine est forte envers ceux qui ont collaboré et particulièrement envers les journaux ayant continué à paraître pendant les heures sombres de l'occupation, ne rechignant pas à relayer les communiqués des Allemands et à dénigrer les résistants. Au premier rang de ceux-ci se trouve *Le Petit Dauphinois*, journal d'information sans positions politiques marquées - c'est-à-dire plutôt à droite - tirant à 190000 exemplaires en 1939. C'est le quotidien local de référence.

Comme ses confrères, il a tout d'abord fermement soutenu le régime de Vichy, vouant une admiration christique au Maréchal. Ainsi pouvait-on lire, juste avant une visite de Pétain à Grenoble : « *Aux jours rassérénés nous en reparlerons. Il y aura un jour des Dauphinois qui, se remémorant un fait ancien, diront : c'était avant ou après la Visite.* » (*Petit Dauphinois*, 19 mars 1941). Par la suite, il approuve toutes les orientations du régime et diabolise les résistants : « *ils préparent une ère de brigandage, le retour à la nuit des périodes troubles de notre histoire* » aussi préconise-t-il de se ranger aux côtés des forces de l'ordre car « *aucun Français ne peut excuser les crimes du terrorisme et la prolongation de l'état de choses qu'il a créés ne pourrait qu'amener la disparition de la France dans la misère, dans la guerre civile et dans l'anarchie.* » (*PD*, 31 mars 1944).

L'attitude du Petit Dauphinois comme des autres journaux (*La République du Sud-Est* et *La Dépêche Dauphinoise*) n'est ni oubliable, ni excusable; aussi à la Libération les résistants décident de suspendre leur parution, de placer leurs biens sous séquestre judiciaire et de les mettre à disposition des médias « résistants ». Trois journaux sont autorisés à paraître : *Le Travailleur Alpin*, d'obédience communiste; *Le Réveil*, catholique et *Les Allobroges*, journal commun du Front National (FN - communistant) et du Mouvement de Libération Nationale (MLN - socialisant).

Les trois journaux ont la volonté de tourner la page de la presse pourrie par les trusts, de ne plus dépendre des puissances d'argent, et de réaliser une presse « dure et pure » loin de celle de l'avant-guerre qui faisait la part belle au sensationnel et aux faits divers. Mais les résistants manquent de savoir faire technique, et font donc appel à des personnes ayant collaboré, tant au niveau de la rédaction que de l'impression.

Aux *Allobroges*, journal le plus vendu (à 200 000 exemplaires), apparaissent vite des tensions entre les militants du FN et du MLN. Ces derniers, emmenés par Louis Richerot, un influent hôtelier grenoblois, se sentent lésés par le ton du journal trop « communisant » et exigent le droit à faire paraître leur propre journal qu'ils veulent appeler « *Le Dauphinois Libre* ». Après plusieurs rebondissements - et notamment, suite à une polémique, le changement du nom à cause de sa trop grande proximité avec le *Petit Dauphinois* - le premier numéro du *Dauphiné Libéré* sort le 7 septembre 1945 en tant que quotidien du MLN et du parti socialiste SFIO et avec pour devise : « *Le libre journal des hommes libres* ».

Dès les débuts de la coexistence, les relations sont assez tendues entre *Le Dauphiné Libéré* et *Les Allobroges*, qui doivent partager les anciens locaux du *Petit Dauphinois*, avenue

Alsace-Lorraine. *Les Allobroges* attaquent avec virulence leur concurrent, en tentant de l'assimiler au *Petit Dauphinois* et à son passé nauséabond. Ce qui, au début, n'est pas tout-à-fait vrai car ses créateurs n'avaient pas fait appel à des fonds patronaux et qu'il est né « libre ».

Le *Dauphiné Libéré* réussit ses débuts et atteint

Sports et faits divers : les mamelles du Daubé

En mars 2009 le quotidien a consacré 66% de ses unes aux sports et faits divers.

Vendu à 250 000 exemplaires chaque jour, le Daubé rayonne par son monopole et sa vision arbitraire de l'information locale. Nous avons décortiqué les 30 unes du mois de mars 2009 de l'édition Isère Sud, celle que l'on dégoûte notamment à Grenoble. Depuis la montée du club de foot grenoblois en ligue 1, les résultats du promu prolifèrent en couverture du quotidien : « GF38 : ce soir, il faut gagner », « fin de série pour Grenoble » ou encore le prétentieux et mensonger « Tout Grenoble attend ce match ». Six unes à la gloire du GF38, soit une tous les 5 jours (20%).

Si l'on rajoute la candidature de la ville au JO 2018 et le hockey sur glace, le sport gagne haut la main le prix de la couverture locale avec 13 unes pour le mois de mars (43%).

Vient ensuite les faits divers qui, comme le disait de son vivant un sociologue « font diversion » aux titres racoleurs « Grenoble, agressées par un déséquilibré », « sanglante bataille pour la drogue », « un enfant de 11 ans tués par un train ». Ils occupent 23% des couvertures. Alors que les entreprises licencient à tour de bras en Isère, cette information n'est mis en avant qu'une seule fois : « Rossignol coupe dans les effectifs ».

Que resterait-il du Daubé si ses journalistes sportifs et rapporteurs de faits divers venaient à mourir mangés tout cru par un chien égaré ? Des confettis ?

Daubé du mois de mars (30 unes) - Edition Isère sud

- Sports : 13 (43 %) = **66%**
- Faits divers : 7 (23%)

- Pseudo questions de société : « Alcool : que doit-on interdire ? » : 3 (10%)
- Culture : 2 (6,6%)
- Question d'emploi : 2 (6,6%)
- Info nationale : 1 (3,3%)
- Inclassable : 2 (7%)



le tirage de 135 000 exemplaires à la fin de 1946. Comme les autres journaux, il doit faire face à l'inflation qui monte en flèche à partir de 1946 et doit donc s'assurer de gagner des lecteurs. C'est dans cette optique qu'il abandonne la manchette « organe de presse du PS SFIO » et qu'il opère un recentrage marqué par un certain anticommunisme de plus en plus virulent. Il adopte petit-à-petit un positionnement « apolitique », supposé neutre, dans le but de ne pas choquer la moindre fraction d'un lectorat qu'il aimerait le plus large possible. Le *Dauphiné Libéré*, plus que les autres journaux, multiplie les opérations de communication afin de séduire les lecteurs. Ainsi lance-t-il le désormais célèbre Critérium, une course cycliste, ou de multiples concours et appels à dons pour des opérations charitables. La surface publicitaire, qui équivalait à 4% de la surface du journal avant 1947, augmente régulièrement. Ce retour à la tradition du *Petit Dauphiné* s'opère également sur le plan financier. Le journal tente de se muer en une entreprise rentable en ouvrant son capital à des nouveaux actionnaires, dont A.Raymond et Louis Merlin, patrons des entreprises éponymes et Maurice Gabriel, patron de Neyrpic. Ces patrons, auparavant irrités par le ton trop anticlérical du *Dauphiné Libéré* et par le manque de « noblesse » de son patron Louis Richerot, décident d'aider Le *Dauphiné Libéré*, dans le but de faire barrage aux *Allobroges* et au communisme. L'arrivée de Jean Gallois, rigoureux gestionnaire, comme expert-comptable en 1948 représente également un important changement. Pour lui, un journal est une entreprise commerciale qui doit être gérée suivant des critères de profit.

Le *Dauphiné Libéré*, qui avait à ses origines le slogan « vérité, loyauté, clarté », devient de plus en plus opaque. Alors qu'il s'associe aux puissances d'argent, qu'il dépend de leur soutien, il n'explique pas ses choix à ses lecteurs et refuse de publier son bilan financier. Mais ses lecteurs, de plus en

plus nombreux - il réalise les plus gros tirages à partir de 1948 -, ne lui en tiendront pas rigueur et le *Dauphiné Libéré* va petit-à-petit gagner la partie l'opposant aux communistes.

Tout d'abord car les *Allobroges* va changer de ton. En effet, le *Travailleur Alpin*, dont les ventes chutent, se mue en hebdomadaire en février 1948, laissant les *Allobroges* devenir le quotidien communiste, de plus en plus contrôlé directement par le parti. Le ton s'en ressent gravement, les *Allobroges* glissant d'un journal d'informations avant tout, à un journal partisan, devenant un moyen au service d'une cause. Ce glissement va rebuter de nombreux lecteurs non « communistes purs et durs », préférant acheter désormais le *Dauphiné Libéré*.

Un autre évènement qui aide Le *Dauphiné Libéré*, c'est le retour en grâce de Marcel Besson, ancien patron du *Petit Dauphiné*. En effet, à la fin des années 1940, l'heure est de plus en plus à la complaisance et la clémence vis-à-vis des collaborateurs, notamment journalistes qui auraient « évité le pire ». Localement Le *Petit Dauphiné* et Marcel Besson sont blanchis et le séquestre sur ses biens est levé en 1950. Besson, qui apprécie le *Dauphiné Libéré*, va s'associer avec lui dans une société d'impression et va attaquer Les *Allobroges* en lui demandant une importante créance impliquant une mise en faillite.

Les *Allobroges* vont alors lancer « la bataille des Allos », et grâce à une forte mobilisation militante, vont réussir à lever assez de fonds pour s'en sortir. Mais cette mésaventure marque le début de la fin des *Allobroges*, dont les ventes vont baisser progressivement avant qu'il disparaisse en 1958. Quant au *Réveil*, qui n'a jamais rivalisé avec les deux grands quotidiens, il va survivre jusqu'en 1951, en s'alliant de fait avec le *Dauphiné Libéré* mais en restant indépendant des puissances d'argent et en réalisant des enquêtes de qualité. Mais la

PETITES ANNONCES

Union de Quartier du Centre-ville recherche karcher pour nettoyer faune traînant le soir au Jardin de Ville et olodas devant Monoprix, devenu « zone de non-droit ».

Mairie de Grenoble et Préfecture cherchent moyens pour fermer le Jardin de Ville la nuit sans faire de vagues.

Union de Quartier Saint-Bruno cherchent producteurs pour mettre en place un marché « bio » à Europe. Paysans sans cravates, s'abstenir. Produits bio-technologiques acceptés.

Les derniers bâtiments de la Caserne de Bonne sortent de terre. On brade les appartements de standings encore vidés à partir de 500 000 euros seulement.

Direction de Caterpillar recherche membres CGT ou CFDT autoritaires pour recadrer contestation ouvriers trop virulents.

Alerte à la grippe porcine : le Préfecture de l'Isère recommande de ne plus aller voir les spectacles de Serge Papagalli.

forte hausse du prix du papier du début des années 1950 finiront par l'obliger à demander le soutien du *Dauphiné Libéré*, qui lui permettra de paraitre jusqu'en février 1952 avant de le laisser mourir.

Au début des années 1950, le *Dauphiné Libéré* triomphe donc petit-à-petit. Même s'il n'aura le monopole de la presse qu'en 1958, il n'a plus peur de ses concurrents et devient le quotidien de référence. Mais le journal s'éloigne de plus en plus des idéaux des résistants. La part du texte est réduite au profit des titres, les rubriques « sexys » et les publicités augmentent, les articles d'enquêtes diminuent. Moins d'informations politiques, plus de faits divers et d'exploits sportifs. Il assume maintenant d'avoir repris la formule qu'il a jadis combattue, celle du *Petit Dauphiné*, celle du journal du juste milieu, ami de l'ordre établi et du conservatisme, modelant l'opinion publique malgré une prudence affichée. Louis Richerot, le 8 août 1951 : « *Maintenant, on peut le dire la fête haute*. Le *Dauphiné Libéré est la suite logique du Petit Dauphiné*. » (Les *Allobroges*, 15 août 1951)

68 ans plus tard, cette filiation est partout reconnue à tel point que le Daubé lui-même - qui rappellons-le est né en 1945 - peut faire un article prétendant qu'un centenaire, Edouard Blanc-Brude, est « *lecteur du DL depuis 1923* » (Daubé, 7 Décembre 2008).

Entre le *Petit Dauphiné*, journal collabo, et le *Dauphiné Libéré*, rien ne donc semble avoir changé si ce n'est le nom. Voici la première raison qui nous amène à affirmer que le *Daubé* est daubé : il a renoncé aux rêves, illusions ou convictions de la Libération.

L'essentiel des informations présentes dans ce texte proviennent du livre « *La Presse Grenobloise de la Libération. 1944 - 1962* », Bernard Montgrigole, P.U.G, 1979

Vous voulez avoir un équipement culturel à Grenoble ? Vous voulez toucher des milliers d'euros de subvention des collectivités locales ? Une seule solution : adhérez au PS ou soutenez publiquement Michel Destot ! Selon votre désir, vous pouvez rejoindre la liste des soutiens à Michel Destot lors des élections municipales avec Michel Warren (directeur de la Cinémaèque), Jacques Panisset (directeur du festival de Jazz), Serge Papagalli (éternel comédien à moustache), adhérer au PS comme Michel Orier (manager de la MC2), apparaître dans un clip de soutien à sa candidature comme Jean Claude Galotta (chorégraphe) ou Gilles Rousselot (chercheur de fonds pour Cap Berriat) ou Animation de la Ville comme Lorant Stahl (directeur du Cacabaret frappé) ; voire même faire partie de ses adjoints, comme Eliane Baracetti (ancienne directrice de la Rampe à Echrolles). Bien entendu, afin d'éviter toute baisse de vos aides, contentez vous de faire de l'Art, tâchez d'éviter les sujets politiques – en tous cas les remises en cause des politiques menées à Grenoble -, et répétez régulièrement votre satisfaction de la politique culturelle de la mairie de Grenoble.

Suite à l'échec de la candidature grenobloise aux JO, une cellule de soutien psychologique s'est mise en place afin d'éviter aux personnes impliquées de sombrer dans la dépression. Michel D, Stéphane S et Florence M sont déjà passés par nos services et en sont sortis revigorés. Vous êtes patron d'une entreprise de BTP, sportifs de haut niveau ou responsable d'une station de ski et n'arrivez pas à dormir depuis le 18 mars ? Venez nous voir ! Contact : matflammessteiteinte@yahoo.fr

La noix d'honneur

Sébastien Roché

critiqué au lance-pierres

Si les médias - locaux comme nationaux - n'arrêtent pas d'interroger Sébastien Roché, sociologue grenoblois spécialiste de l'insécurité, ils n'ont jamais analysé le personnage. Nous réparons cet oubli.

Sébastien Roché a 48 ans et, entre autres fonctions, il enseigne à l'Institut d'Etudes Politiques de Grenoble. Sur les photos qu'on peut voir de lui, il ressemble un peu à Jack Lang avec son air faussement cool et intello. Mais son truc, à Seb, c'est la sécu-ri-té : sur la grosse dizaine de bouquins qu'il a écrits, six au moins comportent dans leur titre les mots « sécurité » ou « insécurité », sans compter tous les « articles scientifiques ». Quand on sait la place que tiennent ces mots dans les bouches des médias et des politiques depuis quelques années, on se dit déjà qu'au niveau marketing, c'est assez bien vu de sa part. Ainsi, il est le politologue de service préféré de nos cons-frères du Daubé et de tous les grands médias nationaux : dès que se pointe à l'horizon le spectre de « violences urbaines », c'est très souvent son avis d'expert qui nous est servi.

Si l'envie nous prend de savoir quel est le pédigrée de l'animal, c'est très facile, il suffit tout d'abord de consulter son CV en ligne . Et là, ô joie, on constate qu'entre les flics et lui, c'est une grande histoire d'amour, jugez plutôt (extraits)

- Secrétaire Général de la Société Européenne de Criminologie (ESC, Cambridge University).
- Enseignant au DESS métiers de la sécurité, Paris V-Sorbonne, au DESS de l'École Nationale Supérieure de la Police, de St Cyr au Mont d'Or (Lyon).
- Membre du conseil d'administration de l'École Nationale Supérieure de la Police.
- Prix Gabriel Tardie, Mention Spéciale du Jury, décerné par l'Association Française de Criminologie en 1993.
- Prix Littéraire de la Gendarmerie Nationale (catégorie Oeuvres de réflexion) en 1997.
- Conférencier invité aux Assises Nationales de la Police de proximité à feu n'est pas dangereuse en soi,

La police de proximité ? Cette doctrine, inspirée des polices britanniques ou suisses (les « grandes démo-cratices » auxquelles Seb fait souvent référence), est apparue en France dans les années 90 et mise en place par Chevènement sous le gouvernement Jospin. C'est la théorie du flic proche de la population, mi-travailleur social, mi-bourreau, souriant mais ferme. Autrement dit, la vieille blague de la police « de gauche », la matraque bio, la garde à vue équitable, la bavure à visage humain, le flic citoyen ou le citoyen flic, on ne sait plus trop. Les positions de Seb cadrent d'ailleurs parfaitement avec le vocabulaire hypocrite de ceux qui, à Grenoble comme ailleurs, détiennent le pouvoir. Ainsi il déclare au sujet de la vidéosurveillance qu'elle « n'est pas en elle-même liberticide ; ce sont les usages d'une technologie nouvelle qui doivent être codifiés et encadrés ». On connaît la chanson : qui veut encore croire qu'une arme à feu n'est pas dangereuse en soi,

du moment que son utilisation bénéficie d'une législation ? Dans le même temps, Sébastien Roché ajoute : « La méfiance vis-à-vis de la vidéosurveillance ou du fichage provient largement du manque de transparence des décisions et des finalités qui ne sont pas toujours avouées. Il est souhaitable que les citoyens se méfient de technologies qui sont potentiellement liberticides. Heureusement que cela est possible dans les démocraties. Mais il est souhaitable que les responsables les rassurent en établissant des procédures de contrôles transparentes, en commanditant des évaluations indépendantes. » Ainsi, pour lui il faut comprendre que le refus de la surveillance généralisée est forcément irrationnel, basé sur des peurs que les gestionnaires doivent désamorcer en communiquant davantage. Point de place donc pour une critique politique de ce flicage de l'espace publique. Puisque toute opposition est déraison, il faudrait laisser faire les évaluations, procédures et autres commissions dont on sait bien que le rôle n'est que de légitimer un état de fait.

Mais revenons à la fameuse « police de proximité ». Son bon fonctionnement repose notamment sur, pour le dire poliment, la « coopération » des autorités locales, de l'éducation nationale, des transports, des bailleurs sociaux et du secteur associatif, autrement dit le mouchar-dage global, pour les pauvres bien entendu. Même si Sarkozy a mis fin à cette doctrine en réinstaurant la bonne vieille police répressive à papa, on reparle ces derniers mois d'un retour de la police de proximité, notamment en Isère. Peut-être se rend-on compte en hautes sphères que tabassages et gazages massifs à la moindre occasion ne sont pas si payants que ça. Qu'en tous cas, il y a mieux à faire pour maintenir l'ordre. Car c'est bien de cela qu'il s'agit : que tout le monde reste bien

calme, à sa place. C'est tout à fait le but ultime de Seb. Par exemple, après les émeutes de 2005 dans les banlieues, il va évidemment y aller de son petit livre (« *Le frisson de l'émeute*. Violences urbaines et banlieues ». Avec un titre pareil, digne des meilleures enquêtes de Femme Actuelle, on ne doute pas un instant que Seb a pu arrondir un peu les fins de mois...). Dans ce bouquin, le machin-logue veut bien entendu expliquer les émeutes, mais aussi proposer des solutions pour que cela ne se reproduise pas, autrement dit imposer la paix sociale. Voici comment son livre est présenté sur le site de la l'Université Pierre Mendès France :

« *Sébastien Roché a scruté l'évènement, sa chronologie, l'engrenage de la révolte, le profil des émeutiers et leur goût du frisson, l'attitude des pouvoirs publics et du ministre de l'Intérieur, celle des médias et des juges. La conclusion est simple : sans un changement profond de nos institutions policières et de nos outils de réflexion et de gestion, le risque d'une nouvelle vague d'émeutes menace. S'appuyant sur une analyse scrupuleuse des faits, loin des tabous, des clichés et des idéologies, Sébastien Roché propose des solutions réfléchies et pragmatiques. »*

Sébastien, merci, tu assures. Que ferait-on sans toi ? Tu nous apportes une fois de plus la preuve que les sciences sociales, asservies avec allégresse aux pouvoirs, courent de commissions parlementaires en tables rondes pour livrer clés en mains des solutions de flicage. Du fond du cœur, vraiment, merci. Ne nous posons jamais, au grand jamais, la question de quel ordre il s'agit de maintenir. Du moment que les résultats sont là, qui pourrait trouver à y redire ? Tout de même pas les milliers d'adolescents envoyés chaque année en taule en Angleterre par une police déjà très... proche.

Pourquoi le Daubé est-il daubé ?

C'est une affaire entendue depuis des dizaines d'années : dans les bistrotts, les ateliers, les salles d'attente ou les chaumières; à Grenoble ou ailleurs, on appelle le Dauphiné Libéré le « Daubé ». Ce surnom lui va si bien, résonne tellement comme une évidence que personne ne se donne la peine de l'expliquer. D'où vient-il ? Un hasard, un mauvais jeu de mots ? On ne sait pas. Le Dauphiné Libéré est daubé, voilà tout. Pourquoi perdre son temps à le démontrer ?

Mais à trop se reposer sur cet acquis, on en ignore les enseignements. Car chercher à comprendre pourquoi le Dauphiné Libéré est daubé permet bien plus que de s'interroger sur le bien-fondé d'un surnom. Cela permet de faire un voyage au cœur de l'histoire de la presse quotidienne régionale, de la presse en générale et de la vie politique grenobloise et d'en ramener des éléments de compréhension et du critique du monde dans lequel on vit. Tel est le but de ce feuilleton qui tâchera d'étudier l'histoire, le développement et le fonctionnement actuel du Daubé.

Episode 2 : Les années 1950 - 1983 : Quand les transformations techniques imposent la concentration de la presse

Lutte avec *Le Progrès*, rachat par Hersant : découvrons comment *Le Dauphiné Libéré*, en investissant massivement dans les nouvelles techniques de production, a rendu irréversible sa domination locale.

L'épisode précédent avait montré que *le Dauphiné Libéré* a, dès ses premières années, abandonné les idéaux de presse «pure et dure» de la Résistance pour ceux de la course aux lecteurs et de la rentabilité commerciale. Dès le début des années 1950, alors que la diffusion des *Allobroges* (l'autre quotidien - communiste -) baisse avant de cesser, *Le Dauphiné Libéré* acquiert le monopole de l'information locale. L'intelligence économique et le peu de scrupules du directeur Louis Richerot et du comptable Jean Gallois ont payé : *Le Dauphiné Libéré* devient l'unique quotidien sur plus de 7 départements : l'Isère, la Drôme, les Hautes-Alpes, le Vaucluse, l'Ardèche, la Haute-Savoie, la Savoie et la partie sud de l'Ain. Mais cela ne suffit pas à assouvir la soif de développement des 2 patrons qui, en bons libéraux, perpétuent la fuite en avant de conquêtes de nouveaux marchés. Ils décident alors de s'attaquer à leur voisin *Le Progrès*, leader de l'information dans le Rhône, l'Ain, le sud du Jura, une partie de la Saône et Loire et de la Côte d'Or, et le nord de l'Isère.

La bataille se joue tout d'abord dans les zones «frontalières» (les Savoie, l'Ain, le Jura...) ou les deux concurrents multiplient les lancements d'éditions locales en recrutant des correspondants à tour de bras. Dans un but commercial, on cherche à faire une presse «de proximité» pour attirer le maximum de lecteurs. Au détriment de la qualité de l'information :

« *Un beau jour, au Dauphiné Libéré, Louis Richerot réunit «ses» régionalistes et les informe qu'il leur donne de nouvelles latitudes. Si, en cours de soirée, ils reçoivent beaucoup de matières, ils auront le droit de «dédoubler» leur édition [NDR : c'est-à-dire de rajouter une page]. Un journaliste : « Mais dans ces conditions, on n'aura jamais le temps de relire la copie. Il y aura des erreurs, des fautes...» Louis Richerot : «Alors ça je m'en fous.*

Vous savez bien qu'aujourd'hui on ne lit plus le journal, on le regarde...» (*)

La lutte se propage ensuite dans les «villes centrales» avec une succession d'attaques et de «répliques». En 1955, *Le Dauphiné Libéré* lance une édition rhodanienne *Dernière Heure Lyonnaise* avec un bureau en plein centre de Lyon. *Le Progrès* réplique immédiatement avec une édition grenobloise et un bureau place Félix Poulat. Dans la Loire, *Le Progrès* rachète deux quotidiens existant tandis que *Le Dauphiné Libéré* rachète le troisième.

Le Dauphiné Libéré implante en 1964 une imprimerie ultramoderne et bien située à Chassieu dans le Rhône. Un très lourd investissement qui fait prendre beaucoup d'avance au journal grenoblois sur le plan technique mais qui plombe ses finances. Dès lors, les deux «géants» de l'information constatent que leur rivalité est néfaste. Une lutte sans fin risque de les couler tous deux, ils ont donc intérêt à se rapprocher et à s'entendre.

Le mariage

En 1966, les directions des deux quotidiens signent des accords actant la fin des hostilités et le début de leur coopération. Afin de ne pas officialiser un «mariage» pour ne pas choquer leur lectorat, ils ne créent pas de holding, mais des sociétés communes pour les différents pans de l'activité. Une société est créée pour la publicité, une pour la production, une pour l'emploi des journalistes, une pour le routage et une dernière pour les titres du dimanche et les journaux gratuits. L'accord, qui inclut une structure de direction commune avec deux membres de chaque journal, reste ultrasécet.

Ce rapprochement décuple leurs moyens et leur permet de racheter une multitude de petits titres locaux. Ainsi est né le monopole quasi-total de l'information sur plus de dix départements. C'est un des premiers groupes capitalistes de presse en France.

Ce monopole permettra de faire baisser les coûts et de gagner en rentabilité. Avec la création d'une société commune pour la production des journaux, les emplois diminuent de 26% et les bénéfices sont multipliés par 7. (*)

Le monopole permet également de mettre en

place le «pluralisme organisé», c'est-à-dire l'inclusion de la diversité des opinions alors que les structures appartiennent toutes au même propriétaire. Ainsi sur Lyon, la S.A «Dauphiné Libéré» possède à la fin des années 1970 un journal de gauche (Dernière Heure Lyonnaise), un journal très libéral (Journal Rhône-Alpes), et *Le Dauphiné Libéré* qui se situe un peu au centre, c'est-à-dire à droite quoique qu'il ait, dans un but commercial, arrêté de mépriser les communistes et opéré un léger glissement à gauche.

Dernière cette apparence pluraliste, organisée pour maximiser le lectorat potentiel, se cache un fort engagement politique et un soutien sans faille au pouvoir en place. Ainsi les hauts responsables politiques se pressent à l'inauguration du nouveau centre du *Dauphiné Libéré* à Veurey (commune dont Louis Richerot est maire) le 1er juillet 1977, Raymond Barre, y fera, lors de son discours, une violente charge contre le Programme Commun de la gauche, qui ne soutiendrait pas assez la presse. Raymond Barre rendait là au *Dauphiné Libéré* le soutien que le journal lui avait apporté, notamment à travers les éditos de Line Reix, femme de Louis Richerot et directrice des rubriques politiques.

La page flic du Daubé

Continuons de décrier le Daubé (voir Le Postillon N°0). En piochant deux numéros au hasard dans la pile de journaux s'accumulant chez pépé, voici ce que l'on se coltine en page 4 à la rubrique intitulée «Grenoble et sa région».

Dans l'édition du 12 mars 2009, «Cinq braquages élucidés par la police», «Agression de six personnes. Le magnal ne peut être entendu», «Une contrôleuse de la Semitag blessée», «Saint-Christophe-en-Oisans, entorse du genou», «L'Alpe-d'Huez, un secours au grand Sablat», «Des coffres-forts dans l'étang», «Mortelle sortie de route».

Dans l'édition du 21 avril 2009, «Des agents de la sécurité suspectés de voler dans les rayons», «Un sexagénaire percuté par un train», «Braquage à la station-service», «Lyon-Grenoble, terminus Varces», «Incendie de pelle mécanique», «Risques infectieux liés à l'activité de micro-greffe capillaire dans un cabinet médical de Grenoble», «Ils auraient attaqué un bureau de tabac», «Quatre gardés à vue en une semaine», «Un homme armé neutralisé en pleine rue».

Mais où vont-ils chercher ses informations ? Un journaliste du quotidien se cache t-il à chaque coin de rue pour témoigner de ces faits ou Dorothee Célard, la commissaire adjointe au commissariat central, s'est-elle infiltrée à la rédaction ?



Fait divers tragique : il se noie après avoir lu *Le Dauphiné Libéré*.

Le nouveau centre de Veurey «qui est un outil technique remarquable, et qui passe pour être le centre d'impression le plus moderne d'Europe, manifeste la puissance du groupe de presse et l'apogée de la carrière de Louis Richerot.» (***) Le patron du Dauphiné Libéré possède une telle influence dans les milieux décisionnels qu'il oblige AREA à déplacer le péage de l'autoroute Grenoble-Lyon, initialement prévu au plus près de Grenoble, après le centre de Veurey.

Le divorce et la vente à Hersant

Du côté du Progrès, la mort du patron Emile Bremond, en 1970, ouvre une âpre guerre de succession entre ses deux petits-fils. Au bout d'une multitude de rebondissements juridiques et d'une mise aux enchères, c'est Jean-Charles Lignel, jeune milliardaire, qui prend la direction du groupe en 1979. Il va très vite se montrer distant puis arrogant envers la direction du journal grenoblois, qui répliquera en l'accusant de vouloir casser les accords de 1966. Là encore, un feuilletton juridique se déroule pendant plusieurs mois, en parallèle d'une série de coups bas (débauchages de journalistes, bataille par huissiers interposés. Au bout du compte, Lignel, le patron du Progrès, est condamné, pour avoir rompu les accords, à verser 26 millions de francs de dédommagement au Dauphiné Libéré.

Le divorce consommé, Le Progrès tentera, en favorisant les enquêtes et les dossiers et en s'ancrant plus «à gauche», de marquer son empreinte face au Dauphiné Libéré qui reviendra sur ses fondamentaux que sont le sport et les faits divers. Mais malgré leurs différences de forme, ils représentent tous deux, dès 1980, les deux facettes d'un même monopole, d'une même vision de la concentration de l'information, au service de l'ordre établi. Ce que confirment les auteurs communistes de *L'Aigle et La Plume* : «Le pouvoir politique en place a posé des œufs dans les deux paniers. Dans celui du Dauphiné Libéré, dont les liens avec Matignon sont apparents et qui ne dément pas son soutien politique giscardien. Dans celui du Progrès où se dessinent les contours d'une relève politique (...). Il n'y a somme toute pas de mystère, l'infrastructure politique guide la superstructure informative qui est la presse dans son intervention sur les

Du Daubé aux Affiches

"La presse locale en dehors du Dauphiné Libéré? Mais où ça existe, y a Les Affiches!" nous rétorquait un buraliste à qui nous propositions de mettre en dépôt-vente Le Postillon.

Les Affiches, c'est cet hebdomadaire au bandeau de couverture bleuâtre rempli d'annonces légales qui ne fait pas d'ombre au monopole du journal quotidien. Les deux journaux sont très proches, notamment au niveau des hommes. Georges Cellard qui fut un temps à la direction des Affiches a auparavant travaillé comme administrateur du Dauphiné Libéré (pour ses débuts) - où il défendit avec brio les intérêts de Marcel Basson, ancien propriétaire du *Petit Dauphinois* (voir épisode 1).

En 1984, il laissa la place à son fils, Jean-Claude Cellard, lui-même lié au Dauphiné Libéré par ses postes à responsabilité dans les années 1970 dans Province-Publicité Havas, la société gérant les publicités communales au Dauphiné Libéré et au Progrès.

Ces deux journaux ont aussi une passion commune : le foot ou plutôt le développement du GF-38. Jean-Claude Cellard a assuré la présidence par intérim du club en 2004, poste qu'avait occupé 30 ans plus tôt Robert-Jules Laurent (c'était alors le Football Club de Grenoble), qui fut journaliste au Dauphiné Libéré, rédacteur en chef des Affiches et fervent soutien de Carignon...

consciences.» (*)

Cette séparation laissera de lourdes traces des deux côtés. Lignel, qui a dépensé des millions pour racheter Le Progrès, n'a plus assez de sous pour rembourser Le Dauphiné Libéré suite à sa condamnation. Le journal grenoblois, quant à lui, ne se remet pas de l'énorme investissement du centre de Veurey et creuse ses dettes. A tel point que Louis Richerot se résout à vendre des parts du holding «Dauphiné Libéré» à Marcel Fournier, le PDG de Carrefour. Contre toute attente, Fournier rétrocède ses parts à Robert Hersant qui possède déjà une dizaine de journaux. Malgré un dernier baroud d'honneur de Louis Richerot et la colère des syndicalistes, Robert Hersant devient officiellement patron du Dauphiné Libéré en 1983. Le journal «issu de la Résistance» tombe ainsi dans l'escarcelle d'un homme ayant animé des journaux antisémites et pro-nazis lors de la guerre et inculpé pour infraction à l'ordonnance du 26 août 1944, qui limite la concentration de la presse. Connu pour sa soif de pouvoir et son manque de scrupules, il aura réussi à être plus fort que Louis Richerot sur son propre terrain. Une citation permet de se donner une idée de sa vision du journalisme et de sa «culture d'entreprise» : «Quand je rencontre la première fois la rédaction d'un journal que je viens d'acheter, je demande aux journalistes la permission d'aller pisser. La deuxième fois, je vais pisser sans rien dire. La troisième fois, je leur pisses dessus.» (Citizen Hersant, Patrick et Philippe Chastenet, Le Seuil).

Les innovations techniques contre le pluralisme

Que faut-il retenir de ces différents rebondissements ? Que les deux tourments stratégiques du Dauphiné Libéré - l'alliance avec Le Progrès et le rachat par Hersant - arrivent tous deux après la construction d'une nouvelle infrastructure (Chassieu en 1964, Veurey en 1975) à la pointe de la modernité. Ces évolutions sont en grande partie dues à l'importance des investissements dans les nouvelles techniques, qui l'entraînent dans une fuite en avant économique, toujours à la recherche de nouveaux capitaux. Les «améliorations» des conditions d'impression, les «progrès» technologiques, jugés par tous «révolutionnaires»

et «merveilleux» auront entraîné directement la disparition des petits titres locaux - ne pouvant pas rivaliser avec les grands - et la concentration de la presse.

Cette course au progrès est due aux deux hommes forts du Dauphiné Libéré, qui ont toujours favorisé «les rotatives plutôt que les journalistes»(**). Louis Richerot se préoccupait bien plus de la forme que du fond, de la technique que des idées : «Plus qu'une véritable homme de presse, Louis Richerot est plutôt un patron de presse. Autant il peut se passionner pour la mise au point de la dernière imprimérie du groupe, autant il a peu de choses à dire sur le contenu du journal.» (***) Son bras droit Jean Gallois avait des idées plus tranchées et a impulsé le lancement du très libéral *Journal Rhône-Alpes*. C'est lui qui entraîna le journal dans la recherche permanente de la modernité : «Le Dauphiné Libéré a adopté le 1er octobre 1948 des ordinateurs Bull. «C'est l'avenir, allions-y» avait assuré Gallois. Passionné de progrès techniques, il le montra en imposant la couleur dans le journal (...) Il dota Le Dauphiné Libéré d'un matériel toujours à l'avant-garde du progrès.» (Actualité Dauphiné n°49, février 1983).

A travers l'histoire du développement du Dauphiné Libéré dans les années 1960 - 1970, on voit que la technique transforme le monde, qu'elle sert généralement la domination et qu'elle a tendance à la rendre irréversible. Cette fuite en avant s'est poursuivie et en 2006, dans son centre de Veurey, Le Dauphiné Libéré inaugurerait de nouvelles rotatives, des «Goss Mainstream» afin de «basculer dans le XXIe siècle de l'imprimerie». Au grand bonheur de la direction qui licenciera pour l'occasion plusieurs dizaines de salariés car «les dernières bobines grand format sont encore installées manuellement. Sur les nouvelles rotatives, c'est un robot qui opère.» (Daubé, 30 avril 2006) Les rotatives avant les journalistes, les techniques avant les idées c'est toujours aujourd'hui le créneau du Dauphiné Libéré et de son directeur de développement de 2004 Jean-Marc Williate pour qui «il était impossible de faire un vrai travail de fond sans un vrai changement technologique.» (Nouvel Objectif Rhône-Alpes, juillet 2003).

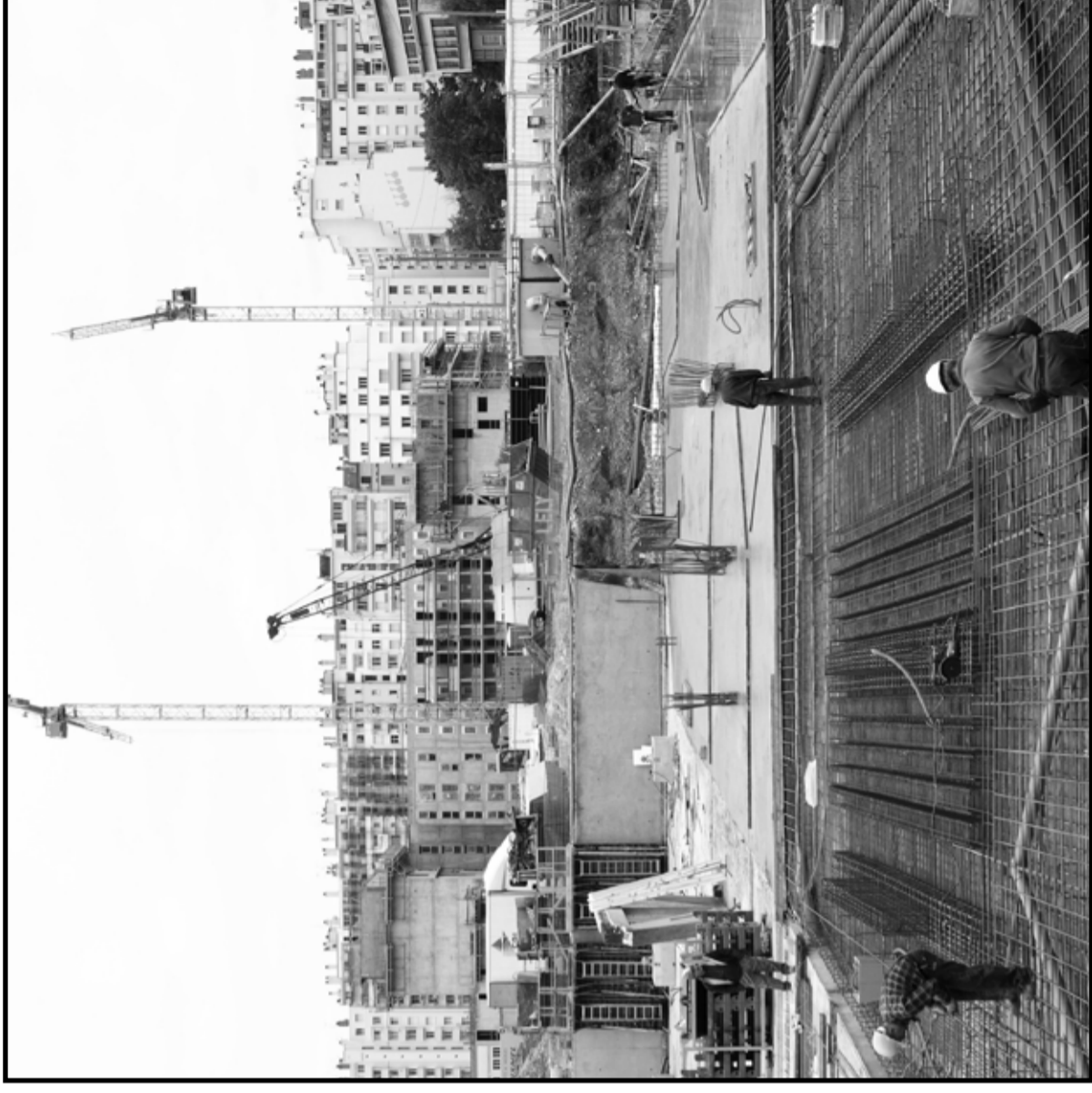
Qui - autre qu'une grande entreprise - peut aujourd'hui prétendre se battre sur le même terrain que Le Dauphiné Libéré ? L'évolution de la technologie a - dans le domaine de la presse écrite comme dans d'autres - agrandi le fossé entre «grands» et «petits». Le Dauphiné Libéré, après avoir battu ses premiers adversaires sur le plan financier, a déplacé la bataille sur le terrain technique, empêchant toute concurrence non supportée par un grand groupe financier. Voilà la seconde raison qui nous amène à affirmer que Le Dauphiné Libéré est daubé.

(*) Dhillio / Leprince, *L'Aigle et La Plume. Les Péripéties De La Presse Quotidienne Rhône-Alpes*, Féderop, 1980

(**) Pierre Frappat, *Grenoble, le mythe blessé*, Alain Moreau, 1979

De Bonne : des quartiers militaires au quartier policé

Avec près de 10 hectares de chantier, la « ZAC De Bonne » est une des plus grosses opérations immobilières du moment à Grenoble. Entre le centre-ville et les grands boulevards, ce qui fût autrefois une caserne militaire accueille aujourd'hui l'imposante machine de guerre de toute métropole qui se respecte : ouvrier. e.s., pelleuses, grues et bétonnières chamboulent la zone depuis plusieurs mois dans le but de créer un nouveau quartier. Au milieu du champ de bataille, certains blocs de béton sont même déjà habités, tandis que dans les bureaux de la mairie, on s'échine à bricoler une « vie de quartier » là où il n'y a toujours eu qu'une ambiance mortifère.



Note du rédacteur de ce texte : il a été écrit sans respecter une des règles de la langue française, celle qui voudrait que le masculin l'emporte toujours sur le féminin. Le langage n'est pas neutre. Il est une des manières dont le patriarcat (le système de domination des hommes sur les femmes) se reproduit depuis des siècles. Féminiser un texte n'est qu'un combat, parmi d'autres, pour détruire les rapports de domination hommes-femmes.

Pourquoi le Daubé est-il daubé ?



Episode 3 : Corruption, quand tu nous tiens.

Mis en cause pour son soutien sans faille au système corrompu de Carignon, *Le Dauphiné Libéré* a été contraint de changer et assure avoir tiré les leçons de ces « affaires ». Découvrons pourquoi il n'en est presque rien et comment ses relations d'allégeance avec le pouvoir l'empêchent de jouer son rôle de contre-pouvoir.

Les « vieilles affaires locales » c'est comme les vieilles lampes : c'est toujours intéressant de les dépoussiérer, cela permet d'éclairer l'endroit où l'on vit. Rappelons vous des « affaires Carignon », qui ont permis à Grenoble de gagner une réputation nationale de ville-laboratoire de la corruption. Des affaires, complexes, rebutantes au premier abord : on n'infligera pas ici au lecteur leurs détails(*). Rappelons simplement pour ceux se désintéressant de la vie locale, que ces « affaires » avaient vu Alain Carignon, maire de Grenoble de 1983 à 1995 et président du Conseil Général, profiter de ses positions dominantes pour bénéficier et faire profiter ses amis d'avantages matériels. C'est ainsi qu'il a renfloué de plus de 5 millions de francs son groupe de presse « Dauphiné News » grâce à la Lyonnaise des Eaux, pour laquelle il avait privatisé la gestion des eaux de Grenoble. Et qu'il a pu jouir, avec de l'argent sale, d'un grand appartement parisien, de voyages en avion privé ou d'une croisière sur la Méditerranée.

Le Dauphiné Libéré n'a pas été directement impliqué dans ce clientélisme. Mais après avoir facilité l'accession de Carignon au pouvoir, il l'a toujours soutenu et défendu. Attendant sept mois après sa mise en examen pour amorcer un léger recul critique. Les relations tissées par le monopolistique quotidien grenoblois avec l'ancien maire

C'est une affaire entendue depuis des dizaines d'années : dans les bistrotts, les ateliers, les salles d'attente ou les chaumières; à Grenoble ou ailleurs, on appelle le Dauphiné Libéré le « Daubé ». Ce surnom lui va si bien, résonne tellement comme une évidence que personne ne se donne la peine de l'expliquer. D'où vient-il ? Un hasard, un mauvais jeu de mots ? On ne sait pas. Le Dauphiné Libéré est daubé, voilà tout. Pourquoi perdre son temps à le démontrer ?

Mais à trop se reposer sur cet acquis, on en ignore les enseignements. Car chercher à comprendre pourquoi le Dauphiné Libéré est daubé permet bien plus que de s'interroger sur le bien-fondé d'un surnom. Cela permet de faire un voyage au coeur de l'histoire de la presse quotidienne régionale, de la presse en générale et de la vie politique grenobloise et d'en rapporter des éléments de compréhension et du critique du monde dans lequel on vit. Tel est le but de ce feuilleton qui tâchera d'étudier l'histoire, le développement et le fonctionnement actuel du Daubé.

de Grenoble sont symptomatiques de sa conception de l'indépendance des médias vis-à-vis du pouvoir.

Alain Carignon comprit très vite tout l'intérêt qu'il pouvait tirer du *Dauphiné Libéré* pour lequel il avait réalisé des piges dans sa jeunesse, marchant sur les traces de son père qui y était journaliste. Ouisider, donné largement perdant face à Hubert Dubedout en 1983, Carignon, du haut de ses 34 ans, réussit à vaincre le populaire maire sortant. Les relations proches nouées avec des journalistes du quotidien local et l'aide de professionnels de la communication, comme Robert-Jules Laurent, ancien rédacteur en chef du *Dauphiné Libéré* et rédacteur en chef des *Affiches*, n'y sont certainement pas pour rien.

Une fois élu, il continua de s'appuyer sur le quotidien pour faire passer ses idées, n'hésitant pas à s'ingérer directement dans les affaires du journal, notamment au moment du rachat par Hersant. Ainsi les auteurs du livre *Le système Carignon* expliquent que « pour se défendre de l'affaire Dauphiné News [NDR : journal pro-Carignon financé grâce à la corruption] Alain Carignon fera cette curieuse réponse au juge Courroye : « Je me suis moins impliqué dans Dauphiné News que je ne l'ai été dans le cadre de la reprise du Dauphiné Libéré par monsieur Hersant (...) Toutes ces interventions ont été effectuées au titre de maire et de président du Conseil Général. » Après le rachat du *Dauphiné Libéré* par Hersant, les lecteurs n'ont pas tardé à compter quotidiennement les photos du nouveau maire. » (*)

C'est peu dire que Carignon aura pu, pendant ses deux mandats, s'appuyer constamment sur le quotidien grenoblois. Il intégrera d'ailleurs complètement le journal dans sa stratégie de communication. Le lancement en kiosque d'un magazine d'informations municipales « Grenoble Mensuel » se pense en complémentarité du *Dauphiné Libéré*. « *Le quotidien local fera la promotion des activités de représentations traditionnelles du maire, tandis que le nouveau magazine municipal permettra de construire l'image d'un entrepreneur dynamique et d'un gestionnaire rigoureux. [...] Grenoble mensuel ne peut servir à accréditer l'image de la modernité qu'à partir de l'instant où d'autres supports lui sont complémentaires, et assurent la visibilité des actions du maire, pour les faire connaître et reconnaître. La propagande n'en sera que plus efficace dès lors*

qu'elle ne repose plus de prime abord sur l'organe de la mairie mais sur le quotidien local. » (1)

Le Dauphiné Libéré devint donc – tout en gardant l'apparence d'un journal d'informations – l'organe de propagande officieux de la mairie. Toutes les semaines, Alain Carignon recevait en tête à tête Thierry Polliot, qui couvrait alors la politique municipale dans les pages du *Dauphiné Libéré* et s'empressait de diffuser la bonne parole du maire. Mais la supercherie est parfois bien facile à déceler. « *La fidélité au texte de référence tourne parfois au cocasse comme en 1989 dans un article consacré au logement : Le Dauphiné publie sans le dire, ni le laisser entendre, un texte rédigé soit par le maire soit par l'adjoint à l'urbanisme. Après la présentation d'une convention passée avec l'Etat, on peut ainsi lire : « j'ai personnellement veillé à inscrire en premier lieu le conventionnement... » Et, un peu plus loin : « En collaboration étroite avec la CAF, la DDE et les représentants élus des associations de locataires, nous avons travaillé à la mise en œuvre de cet accord... » (*)*

Le maire saura récompenser cette fidélité, en offrant des postes à des membres du journal. Des places éligibles; à Robert-Jules Laurent, ancien rédacteur en chef du *Dauphiné libéré*, et Gautier Audinot, président du conseil de surveillance du journal. Ou des emplois, à Bernard Saugay, responsable du groupe *Dauphiné Libéré*, devenu rédacteur en chef des publications du Conseil Général de l'Isère, ou Noëlle Roy, chargée des articles politiques au *Dauphiné Libéré*, promue responsable d'une association mise en place par le Conseil Général, l'Institut des Risques Majeurs, puis en 1992, conseillère régionale sur une liste proche

compris que ce soutien le plomberait commerciale-

Charles Debbasch, du Dauphiné Libéré à la Françafrique en passant par le détournement d'art.

En dehors du cadre de l'affaire Carignon, certains membres du *Dauphiné Libéré* ont connu des débordements juridiques. Ainsi de Charles Debbasch, directeur général et éditorialiste du journal dans les années 1980, pendant le règne de Carignon. Après des années de procédure, il a été condamné le 11 mai 2005 à deux ans de prison – dont un terme – pour un détournement d'œuvres d'art d'un montant estimé à plus de 400 000 euros au détriment de la Fondation Vasarely. Il n'a pas encore purgé sa peine, vivant pour l'instant un exil de luxe au Togo. Il faut dire que l'ancien doyen de la faculté de droit d'Aix-en-Provence a beaucoup fait pour le dictateur de ce pays. Faure Gnassingbé, lui écrivant une constitution sur mesure et facilitant son Coup d'Etat institutionnel. Ce juriste acharné n'en était pas à son coup d'essai. Il a auparavant donné des coups de main au roi du Maroc Hassan 2, à des présidents ivoiriens et au dictateur gabonais Omar Bongo.

Pour beaucoup Charles Debbasch symbolise une nouvelle espèce française, celle des mercenaires juridiques en col blanc. Bien entendu, si *Le Dauphiné Libéré* a évoqué quelques épisodes des débordements de Debbasch, il a malencontreusement omis de préciser ses anciennes responsabilités au sein du journal.

de Carignon. Une fidélité également récompensée par des décorations. Alain Carignon distribua les médailles à tours de bras, profitant de son passage au ministère de L'Environnement (1986 - 1988) et au ministère de la Communication (1993 - 1995) pour décorer en tant que Chevalier de l'Ordre National du Mérite plusieurs membres du journal, dont Claude Muller, journaliste, Xavier Ellie, président du conseil de surveillance et PDG du groupe Dauphiné-Progress, Charles Debbasch, directeur général et éditorialiste (voir encart). Le même honneur fut fait à Georges Avallet, rédacteur en chef du journal, Hubert Perrin, directeur de la rédaction ou François Chardon, journaliste.

Ces bonnes relations entretenues à coup de récompenses ont joué leur rôle à merveille. Quand les affaires commencent à bousculer dangereusement la mairie, le journal se tait. Les rares fois où il évoque les affaires, c'est pour prendre position en faveur du maire. Le quotidien, ne relèvera rien de compromettant pour Carignon, sa fidélité obtuse se transformant en soutien au système corrompu. « *La plupart des « affaires » grenobloises ont donc été révélées par les journaux nationaux, parfois sans être reprises, même en bref, dans le quotidien grenoblois. Les « informateurs » de toutes origines ont rapidement compris qu'ils ne pouvaient pas compter sur les journalistes de ce quotidien car, souvent à leur grand dépit, ceux-ci ne pourraient rien faire » des « révélations » qu'ils pouvaient connaître, à moins de les transmettre à un confrère ou à un journal parisien. » (*)*

Le Dauphiné Libéré aurait bien défendu Carignon

ment. Fin 1994, alors que les preuves se multiplient, Denis Huertas, alors directeur de la publication du journal, décide de renvoyer le rédacteur en chef de la rédaction grenobloise, Hubert Perrin, jugé trop proche de la mairie. Il le remplace par Jean Enkaoua, connu pour son opposition à Carignon et sa proximité avec Michel Destot, candidat du P.S. Enkaoua finit par publier un janvier 1995, 7 mois après la mise en examen de Carignon un éditorial intitulé « Tournant », dans lequel il affirme qu'à présent le sérieux des accusations ne peut désormais plus être mis en doute, façon de légitimer la posture de prudence empruntée par le journal jusqu'alors.

Cet édito marque le début de l'opération « sauvetage de dernière minute » lancée par la direction du quotidien, sentant le discrédit s'abattre sur le journal. Afin de restaurer son image, une partie de la rédaction grenobloise consacre beaucoup de temps aux « affaires ». Une journaliste suit de près l'instruction du dossier à Lyon, un autre réalise un feuilleton « *les proches d'Alain Carignon face à la tourmente* ». Denis Masliah et Didier Chalumeau, spécialistes des faits divers, réalisent même une enquête sur la gestion douteuse des sociétés d'économie mixte à Grenoble, coupant l'herbe sous les pieds de la justice et des quotidiens nationaux.

La volonté de la direction est claire : montrer que le journal a changé, qu'il a tiré les leçons de l'affaire Carignon, devenant indépendant du pouvoir et remplissant son rôle d'investigation. De fait, le quotidien « dégainera » beaucoup plus rapidement par la suite pour les affaires « politico-financières » post-Carignon : les mises en examen du maire de l'Alpe d'Huez RPR Cupillard en 1996, du député Cazenave en 1998 et 2000 et du maire PC de Villard-Bonnot Soto en 1998 seront traitées aussi rapidement dans *Le Dauphiné Libéré* que dans les médias nationaux.

Mais les enquêtes sont rares pour ne pas dire inexistantes. Si les journalistes relaient, commentent, ou confrontent les démentis judiciaires, ils ne font pratiquement jamais de travaux d'investigation.

C'est que *Le Dauphiné Libéré* n'a pas pour buts l'enquête, la recherche de la vérité ou le combat contre l'injustice. Ces idéaux sont bien loin de sa raison d'être : réussir économiquement. Son revirement vis-à-vis des « affaires » apparaît comme opportunisme commercial et n'entraîne pas de changements profonds dans ses relations particulières avec les autorités. Rien n'a changé depuis les années 1970 : « *Le Dauphiné Libéré, qui est, à Grenoble, un pouvoir et une institution, a le plus grand respect pour les autres pouvoirs et institutions.* » soulignait déjà en 1979 Pierre Frappat, conseiller municipal (2).

Aujourd'hui encore, le quotidien entretient des relations cordiales avec les autorités. Le journal fait son beurre des communiqués de la Mairie, de la Métro, du Conseil Général et de la Préfecture. Une photo de telle inauguration par ci, une brève reprenant tel communiqué du cabinet du maire par là. Aujourd'hui, aux échanges d'amabilités entre le journal et la mairie s'ajoute l'échange de salariés. Eric Angelica, ancien journaliste au Dauphiné

Libéré, a ainsi rejoint en 2008 l'équipe de communication de la Mairie de Grenoble. De communicant officieux à communicant officiel... le boulot ne change pas trop.

Quand le journal « sort » des infos, ce n'est pas à la suite d'un long travail de recherche indépendante, mais après avoir laissé traîner des oreilles au bons endroits. « *C'est vrai qu'ils apparaissent comme bien documentés sur certains dossiers, mais ils n'ont fait aucun boulot. Ils ont fait leur boulot de boire un pot à côté de l'hôtel de Police avec le mec des Renseignements Généraux qui leur balance deux trois trucs en échange de quoi eux, ils donnent une info quand ils en ont une sur tel truc ou tel truc* » témoigne Raymond Avrillier dans un mémoire s'interrogeant sur les raisons de la fritosité politique du Dauphiné Libéré. (3)

Si l'affaire Carignon avait entraîné une réaction d'orgueil de la part de certains journalistes, notamment celle de Denis Masliah et Didier Chalumeau avec leur enquête sur les SEM, ce feu de paille n'a pas duré. Ces deux journalistes sont de nouveau rentrés dans la routine de leur rubrique « faits divers et questions judiciaires ». Le premier toujours au Dauphiné Libéré, l'autre à Nice Matin. Denis Masliah, en termes d'enquêtes, se contente aujourd'hui de donner les versions policières des faits divers, de raconter ses balades en montagne et de dénigrer les mouvements contestataires.

Avec mauvais esprit, on pourrait souligner que l'épouse de Jean-Guy Cupillard (ancien maire de l'Alpe d'Huez « tombé » avec Carignon pour corruption et abus de biens sociaux), Hélène Plichowski, est toujours une des « grandes » du *Dauphiné Libéré*, réalisant depuis Paris éditos et chroniques politiques. Mais bien entendu ceci ne signifie rien – et surtout pas que le journal garde les mêmes vices depuis les années 1980 - et l'on se gardera donc d'accuser le quotidien de corruption.

Les travers actuels du quotidien sont plus complexes et renvoient à l'organisation de la société, notamment grenobloise. Dans la cuvette les responsables des médias ont les mêmes intérêts que les entrepreneurs ou les élus. Ils n'ont donc aucun intérêt à fouiller dans les dossiers fumeux, et à « mettre la mauvaise ambiance ». Leur intérêt est d'apporter de l'information « positive », pour que la région se porte bien, que les entrepreneurs leur payent leurs encarts publicitaires et que les élus les aident docilement à remplir les pages de leur journal. La révélation de la corruption ne rentre donc pas dans les plans de l'unique quotidien local car elle n'est pas rentable. La dépendance financière du journal vis-à-vis des institutions ne les incite pas à les déranger.

Les autres médias marchands locaux n'étant guère plus critiques, il manque cruellement de contre-pouvoirs prêts à « enquêter ». Surtout quand les rares personnes qui l'ont fait rejoignent les structures du pouvoir pour mettre leur savoir-faire au profit de la communication politique. Ainsi d'Eric Merten, journaliste au *Canard Enchaîné* et à *L'Evènement du Jeudi*, très actif dans la dénonciation du système Carignon, ce qui lui valut menaces physiques et bousculades. Il a depuis rejoint l'équipe de Michel Destot en tant que « conseiller presse ». C'est-à-dire responsable de la propagande, le genre de poste qui fit les grandes heures du système Carignon. Bien entendu, comme ses collègues journalistes locaux, il n'a rien à redire au « système Destot ».

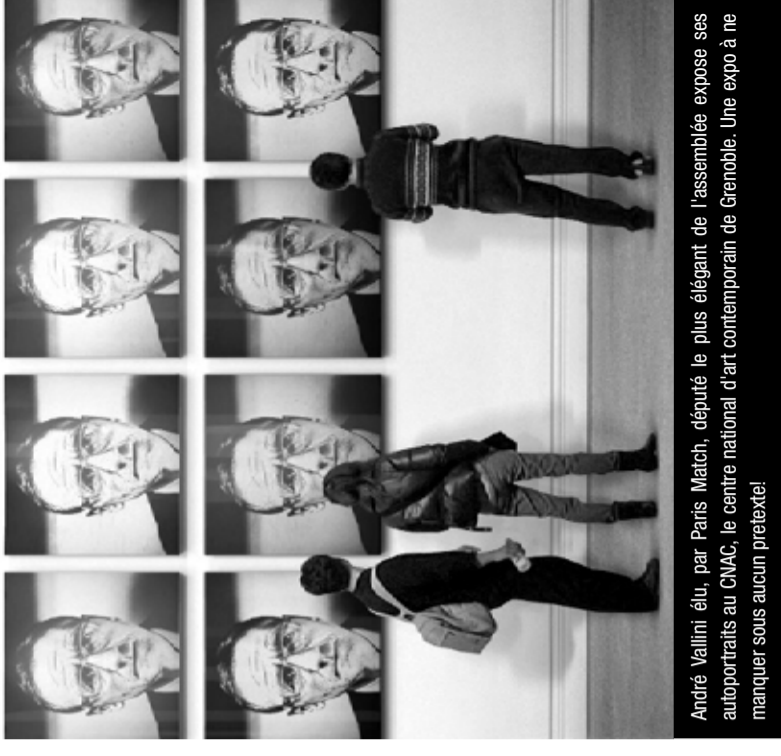
Le Dauphiné Libéré, en s'inscrivant dans ce système de connivences, de mariages d'intérêts, d'arrangements entre amis, ne peut pas remplir le rôle à priori dévolu à la presse de « contre-pouvoir ». Voilà la troisième raison qui nous incite à affirmer que *Le Dauphiné Libéré* est daubé.

(*) Voir *Le système Carignon*, de Philippe Descamps et Raymond Avrillier, La Découverte, 1995

(1) Mémoire de Catherine Benzoni, *La communication politique locale. Le cas de Grenoble, 1983 – 1994*, cité dans *Le système Carignon*.

(2) Pierre Frappat, *Grenoble le mythe blessé*, Alain Moreau, 1979

(3) Yann Quéteillard, *Quelle liberté d'expression au Dauphiné Libéré ? : la dépendance financière du journal comme frein à la révélation de la corruption*, IEP de Grenoble, 2002



André Vaillini élu, par Paris Match, député le plus élégant de l'assemblée expose ses autoportraits au CNAC, le centre national d'art contemporain de Grenoble. Une expo à ne manquer sous aucun prétexte!

DO YOU LOVE GRE ?

Ils auront été la nouveauté du Cabaret Frappé 2009 : des jeunes, en groupe, vêtus de tee-shirts bleus estampillés « *I love Gre* » d'un côté et « *tranquill'été* » de l'autre, déambulant, un peu perdus au milieu des mondantités du Jardin de Ville. Embauchés par la Mutuelle des Etudiants (LMDE), mais salariés par la ville de Grenoble, ils ont pour mission de ramener le calme au centre-ville en raisonnant les fêtards. « *Les messages porteront sur les risques et dommages liés aux conduites à risques. D'abord d'un point de vue individuel avec les consommations excessives de produits psychoactifs (alcool, drogues), les relations sexuelles à risques et les accidents. Puis aussi d'un point de vue collectif avec les nuisances sonores très mal vécues par les habitants, les agressions, la propreté, les dégradations, etc.* ». Une « *opération-test* » pour la mairie qui, en cas d'échec, envisage la fermeture du Jardin de Ville face aux lamentations de certains habitants et de leurs unions de quartier, qui considèrent qu'il est devenu « *une zone de non-droit* » (comprendre : un endroit où trainent des « *marginiaux* » et « *vagabonds* »).

« *En fait, on ne fait rien contre les tapages nocturnes, nous assure un des jeunes recrutés, notre rôle c'est juste de faire de la prévention alcool/drogues/sexo pour les étudiants. La ville dit qu'on est là pour lutter contre le bruit mais on est pas du tout formé pour cela. La mairie veut montrer qu'elle apporte une réponse aux plaintes des habitants qui se plaignent des jeunes fêtards. Son problème c'est qu'à cause du bruit le centre-ville est peu à peu déserté par les familles, remplacées par des étudiants. Or les étudiants, ça dépense moins que les familles alors les commerçants ne sont pas contents et l'intérêt de la mairie c'est de faciliter le commerce (...). De toute façon on ne va pas voir la majorité des personnes bruyantes qui ne sont pas étudiantes et plus âgées. Ce serait quand même délicat à 20 ans d'arriver vers un mec bourré de 35 pour lui dire de fermer sa gueule (...). Donc nous on ne va voir que les jeunes pour faire de la prévention et puis aussi un peu de promotion de la ville avec le « *I love Gre* » parce que la mairie trouve que les étudiants, comme ils vont et viennent, ne sont pas assez attachés à leur ville. Ils veulent insuffer la fierté d'être Grenoblois.* »

Après une pause au mois d'août, les « *Tranquill'été* » déambulent de nouveau dans les rues grenobloises en septembre et octobre. Leur seul résultat tangible risque bien de doper la vente des « *I Love Gre* » nouveaux tee-shirts à la mode surfant sur le chauvinisme de base, se retrouvant, après être nés à New-York, dans la majorité des grandes villes.

Pourquoi le Daubé est-il daubé?

Les années 2000 : Le changement dans la continuité de la médiocrité

Hurlant, comme beaucoup d'autres journaux, à « *la crise de la presse* », *Le Dauphiné Libéré* annonce au début des années 2000 qu'il va « *changer* ». Découvrons comment ce prétendu changement ne fut que communication et détails techniques, n'entraînant aucune amélioration de la qualité de l'information proposée.

Début des années 2000 : sous le soleil de l'information locale dans plus de 7 départements (Isère, Savoie et Haute-Savoie, Ardèche, Drôme, Hautes-Alpes, Vaucluse et des bouts des Alpes de Haute Provence et de l'Ain).

Le Dauphiné Libéré n'a plus de concurrents directs à l'horizon mais il doit depuis quel-

autant délogé et le quotidien demeure la référence

ques années affronter un adversaire bien plus redoutable : la fameuse « *crise de la presse* ». Phénomène commenté à longueur d'articles par ses « *victimes* », à savoir les journalistes, qui l'expliquent généralement par le développement de la télévision d'abord et d'Internet ensuite. Une explication facile, qui permet d'occulter leurs faiblesses et dérives, comme le commente Serge Halimi : « *Tout le mal actuel, entend-on souvent, viendrait de ce pelé, de ce galeux d'Internet. Mais la Toile n'a pas décliné le journalisme; il chancelait depuis longtemps sous le poids des restructurations, du marketing rédactionnel, du mépris des catégories populaires, de l'emprise des milliardaires et des publicitaires* » (*Le Monde Diplomatique*, 10/2009).

Toujours est-il que *Le Dauphiné Libéré* souffre, en ce début de millénaire, de cette « *crise de la presse* » et, malgré son monopole, voit sa diffusion et ses recettes publicitaires baisser d'année en année. Les chiffres de diffusion sont à la fois trompeurs, car ils prennent en compte les multiples abonnements gratuits, et difficiles à vérifier, car potentiellement manipulés par la direction qui a intérêt - pour les annonceurs et sa renommée - à annoncer des chiffres élevés. N'empêche que le journal ne cache ni « *l'érosion des ventes, qui sont passées de 270 000 en 2001 à 253 000 en 2005, soit une baisse de 7%* » (*Lyon Mag*, 04/2006), ni la baisse des « *recettes publicitaires qui ont encore baissé de 2,5 % en 2002* » (*Objectif Rhône-Alpes*, 02/2003).

La recette est bien connue : quand une entreprise obtient de mauvais résultats, elle tente de les enrayer en annonçant des changements. Un « *plan de modernisation* » du journal est donc lancé en 2003 pour un investissement de 52 millions d'euros (*Objectif Rhône-Alpes*, 02/2003).

Le plan annonce des améliorations techniques : changements de maquette, de format et renforcement de la couleur grâce à l'achat de coûteuses nouvelles machines (voir l'épisode 2, dans *Le Postillon* n°1). A cause de leur importance, ces investissements prendront un peu de retard, mais seront finalement assumés grâce à l'argent frais de nouveaux propriétaires. Le groupe Hersant cède en effet le titre en 2004 à Serge Dassault, bien connu pour son amour de l'indépendance de la presse et du travail d'investigation : « *Une certitude, Dassault n'a aucun complexe. Pour lui, les journalistes sont des « emmerdeurs », le plura-*

C'est une affaire entendue depuis des dizaines d'années : dans les bistrotts, les ateliers, les salles d'attente ou les chaumières; à Grenoble ou ailleurs, on appelle le *Dauphiné Libéré* le « *Daubé* ». Ce surnom lui va si bien, résonne tellement comme une évidence que personne ne se donne la peine de l'expliquer. D'où vient-il ? Un hasard, un mauvais jeu de mots ? On ne sait pas. Le Dauphiné Libéré est daubé, voilà tout. Pourquoi perdre son temps à le démontrer ?

Mais à trop se reposer sur cet acquis, on en ignore les enseignements. Car chercher à comprendre pourquoi le *Dauphiné Libéré* est daubé permet bien plus que de s'interroger sur le bien-fondé d'un surnom. Cela permet de faire un voyage au coeur de l'histoire de la Presse Quotidienne Régionale, de la presse en générale et de la vie politique grenobloise et d'en ramener des éléments de compréhension et de critique du monde dans lequel on vit. Tel est le but de ce feuilleton qui tâche d'étudier l'histoire, le développement et le fonctionnement actuel du Daubé.

lisme « une illusion » (Nouvel Objectif Rhône-Alpes, 04/2004). Mais le journal n'est pas assez rentable pour le marchand d'armes qui le revend, début 2006, au groupe Est Républicain, allié au Crédit Mutuel (voir encart).

Le « plan de modernisation » annonce également un réel travail sur le fond. Jean-Marc Willate, directeur de développement éditorial au sein du groupe qui regroupe alors Le Dauphiné Libéré et Le Progrès, assure : « Nous ne nous contenterons pas d'un lifting. Notre projet est de changer en profondeur Le Progrès et Le Dauphiné Libéré ». En prenant tout de même garde de ne pas effrayer les annonceurs : « Nous n'avons pas l'intention de transformer Le Progrès et Le Dauphiné Libéré pour qu'ils deviennent des Canards Enchaînés » (Nouvel Objectif Rhône-Alpes, 07/2003).

S'il y a une volonté de « *changements en profondeur* », c'est qu'il devrait y avoir la reconnaissance de dysfonctionnement. Or ceux-ci ne sont ni nommés, ni analysés. Les responsables du *Dauphiné Libéré* se contentent de communiquer à tout va sur une prétendue remise en question et un avenir prétendument différent.

Comme en témoigne un article de *La Croix* (08/2004) : « *Quand son président lui a dit qu'il fallait se pencher sur la qualité rédactionnelle du journal, Jean-Pierre Souchon [NDR : rédacteur en chef du journal] a bien compris qu'il faudrait aller jusqu'à « parler du fond des papiers ». Un exercice délicat, qui a répondu à l'attente des journalistes, qui ne demandaient pas mieux que de réfléchir à la qualité de leur travail. « Nous avons organisé plus d'une centaine de réunions, les journalistes se sont montrés très réalistes et inventifs. Cela a*

Le 3 mai 2006, la nouvelle formule est lancée. « Plus de 17 groupes de travail avec des journalistes et 70 réunions ont été organisées pour décliner le projet » (Présences, 06/2006). C'est le « fruit de trois ans de réflexion des salariés » (Dauphiné Libéré, 26/01/2006). L'occasion rêvée pour Henri-Pierre Guilbert, PDG du groupe Dauphiné Libéré depuis 2001, de prendre la plume et de signer un édito creux et populiste. Morceaux choisis : « Le nouveau Dauphiné Libéré est enfin arrivé. (...) Ce nouveau journal, nous l'avons conçu, construit,

Le Crédit Mutuel, nouveau propriétaire du D.L.

Le Crédit Mutuel était déjà actionnaire à 49% de la société Ebra, qui contrôle *Le Courrier de Savoie et Loire, Le Bien Public, Le Progrès, Le Dauphiné Libéré*. Elle a racheté le 24-Juillet dernier les 51% restant à Gérard Lignac, actionnaire majoritaire de *L'Est Républicain*. « *Déjà propriétaire du Républicain Lorrain et de l'Alsace, le Crédit Mutuel de l'Est devient donc l'actionnaire unique d'un ensemble de journaux qui font de lui le premier éditeur de presse régionale, devant le groupe Ouest-France* ». Le Crédit Mutuel est donc le nouveau propriétaire du *Dauphiné Libéré*, sans que cela n'ait été annoncé - sauf erreur de notre part - dans le journal. La banque achète-t-elle des journaux par amour du journalisme ? Sûrement pas. « *Selon des sources internes, il s'agirait, pour le très secret Michel Lucas [NDR : le patron], d'asseoir son influence, et pour Le Crédit Mutuel, qui dispose d'une importante filiale informatique, de contrôler des vecteurs essentiels à ses activités bancaires et industrielles* » (*Nouvelobs.com, 07/09/2009*).

fabriqué, pour vous, pour vous seul. A chaque instant de l'élaboration de cette nouvelle formule, nous avons pensé à vous. Votre nouveau journal, fidèle à ses valeurs et à son histoire, nous l'avons voulu plus présent, plus proche de vous. (...) Il est le fruit d'un long travail d'écoute, auprès de vous. (...) Nous vous proposons un journal mieux construit, plus pratique, plus tonique, avec un contenu dense, rythmé et une information plus exhaustive et plus fraîche. Deux axes forts ont guidé notre démarche : - centrer le projet autour de vous, nos lecteurs. - renforcer ce qui est le coeur de notre métier : l'information de proximité. (...) Dans un monde où la culture de l'individualisme domine, nous voulons créer ou recréer la relation avec vous. Notre journal accompagne la vie. Il est le lien entre tous. Nous souhaitons renforcer ce lien et développer avec vous l'intelligence, la confiance, l'amitié ».

Passons rapidement sur la pitoyable prétention de vouloir « *accompagner la vie* ». Guilbert n'a tellement rien à dire sur ces « *changements en profondeur* » annoncés, qu'il use et abuse du « *vous* » pour appeler ses lecteurs à la rescousse. « *Trois ans de réflexion des salariés* », « *70 réunions* » pour finalement dire qu'on veut juste que « *vous* » achetiez le journal, c'est cher payé.

Comme prévu, hormis la maquette et le format, « *non, non, rien n'a changé, tout, tout, va continuer* ». Bien sûr, telle nouvelle rubrique est née, quelques pages ont été interverties, et le courrier des lecteurs a gagné de la place. Mais le fond n'a pas changé. Les articles, vite écrits par des journalistes ou correspondants locaux payés à coups de lance-pierre, sont toujours aussi rarement intéressants. Les enquêtes sont toujours aussi absentes. Le journal se contente toujours essentiellement de relayer les communiqués de la Mairie, de l'Hôtel de Police, de la Chambre de Commerce et d'Industrie ou des clubs de boules. Le journal brosse toujours dans le sens du poil ses annonceurs actuels et potentiels. Et on ne peut que sourire en relisant les déclarations d'intentions : « *Rester un journal jeune... même soixante ans après son lancement* » (*Dauphiné Libéré, 01/12/2005*).

Les changements de fond ont été opérés sur d'autres supports investis par le groupe Dauphiné Libéré, notamment avec le lancement d'un hebdo gratuit et d'un site web, *Greenews.com*, sujet d'un prochain épisode. Mais *Le Dauphiné Libéré* version papier est resté égal à lui-même : daubé.





de réelles incidences sur le monde réel, étant donné qu'aucun responsable n'est prêt à envisager la fermeture de Minatec.

Le 1er décembre dernier à Alpeexpo devait se tenir un de ces débats, organisé par la Commission Nationale du Débat Public (CNDP), embauchée par le gouvernement pour donner une illusion démocratique autour du développement des nanos. Un débat refusé par les opposants, qui appelaient au boycott (1) et qui avaient fait monter la pression les jours précédents : débats agités dans d'autres villes, conférence de presse de la CNDP perturbée, incursion d'opposants à Minatec, affiches, tracts, tags... Malgré la forte présence policière (vigiles, RG, BAC et gendarmes) et l'assurance de la CNDP (« *Le débat aura lieu, c'est certain*... »), le débat a été annulé avant même d'avoir commencé. Le président de séance a eu le temps de prononcer 5 mots « *Bonsoir, je m'appelle Jean Bergognoux* » avant qu'environ 150 personnes ne se mettent à taper des mains, à hurler des slogans « *Fermez Minatec et le CEA, après on discutera...* », à chanter « *No nano* » sur l'air de « *Ti amo* » et à lancer confettis et avions en papier.

Qui est totalitaire ?

Anecdote amusante : le 1er décembre, lors du débat sur les nanos annulé par les opposants, on aperçut Jean Caune, membre de Go-Citoyenneté, s'empourprer et s'égosiller en traitant les opposants de « *totalitaires* ». On se souvient qu'en mai 2006, *TéléGrenoble* avait organisé un débat sur les nanos entre un opposant aux nanos et Jean Caune, alors adjoint aux nouvelles technologies et fervent défenseur des nanos. Suite à cette émission - où Jean Caune n'avait guère réussi à convaincre -, le cabinet du maire s'était plaint à la direction de la chaîne de la trop grande bienveillance de l'animateur, Pierre-Yves Schneider, envers l'opposition aux nanos. Soucieuse de ne pas froisser la susceptibilité de la municipalité, la direction de la chaîne licencia Schneider peu après. Jamais on n'entendit Jean Caune dénoncer cet épisode, qui, assurément, relève bien plus du totalitarisme qu'un sabotage de débat pipé.

qui « *comprend les opposants* » mais déplore « *l'impasse actuelle. Comment on fait maintenant ? Il faut qu'on discute. Si tout le monde reste sur ses positions, rien ne va bouger...* » Ou ce militant communiste rencontré sur le marché de l'Estacade pour qui « *c'est sûr que nous aussi on n'est pas pour les nanos qui vont créer plein de saloperies. Mais on peut pas être d'accord avec un slogan comme "Fermez Minatec" parce que ça veut dire qu'on s'en fout du sort des salariés. - Mais c'est pas les salariés les plus à plaindre...* - *Oui mais c'est quand même des salariés. Et nous on les défend tous* ».

« *Ça crée de l'emploi*. » Voilà l'argument ultime des pro-nanos, de ceux que ça fait croûter et de ceux qui défendent « *tous les salariés* », bourreaux compris.

Même si les nanos leur apportent un salaire, peu sont prêts à défendre leur développement en public, comme on l'a vu lors de la soirée du 1er décembre. Sur les 600 personnes présentes, si on retire les opposants et leurs sympathisants (au moins 200), les hôtes, vigiles et membres des forces de l'ordre (au moins une centaine), les membres des ministères et de la CNDP (au moins une cinquantaine), les curieux (combien ?), il ne reste plus grand monde. Alors que des mails insistants avaient été envoyés aux employés de l'université, Joseph Fourrier, du CNRS et du CEA afin qu'ils viennent défendre leur travail à ce débat, peu se sont déplacés.

Cela semble être le résultat du travail des opposants qui ont réussi à infliger au développement des nanos ce que leurs promoteurs voulaient à tout prix éviter : « *le syndrome OGM* ». C'est-à-dire la diffusion dans la population d'un scepticisme vis-à-vis des promesses du nanomonde. Et le pire, pour les pro-nanos, c'est que ce manque d'enthousiasme et cette méfiance vis-à-vis de la « *prochaine révolution industrielle* » est particulièrement présent à Grenoble, censée pourtant être la capitale européenne des nanos.

Conscients du décalage grandissant entre l'image véhiculée d'un « *Grenoble high-tech* » et l'opinion de beaucoup d'habitants, les stratèges de la mairie recentrent la communication municipale sur le prétendu côté « *vert* », « *développement durable* » de la ville. Le but ? Essayer de créer un consensus autour d'un sujet moins polémique, sans arrêter de financer laboratoires, start-ups et entreprises high-tech ... et ce quel que soit l'avis des Grenoblois.

(1) pour les raisons, voir www.nanomonde.org

GRAND FEUILLETON - EPISODE 5

Pourquoi le Daubé est-il daubé ?

C'est une affaire entendue depuis des dizaines d'années : dans les bistrotts, les ateliers, les salles d'attente ou les chaumières ; à Grenoble ou ailleurs, on appelle *le Dauphiné Libéré* le « *Daubé* ». Ce surnom lui va si bien, résonne tellement comme une évidence que personne ne se donne la peine de l'expliquer. D'où vient-il ? Un hasard, un mauvais jeu de mots ? On ne sait pas. *Le Dauphiné Libéré* est daubé, voilà tout. Pourquoi perdre son temps à le démontrer ?

Mais à trop se reposer sur cet acquis, on en ignore les enseignements. Car chercher à comprendre pourquoi *le Dauphiné Libéré* est daubé permet bien plus que de s'interroger sur le bien-fondé d'un surnom. Cela permet de faire un voyage au cœur de l'histoire de la presse quotidienne régionale, de la presse en général et de la vie politique grenobloise et d'en ramener des éléments de compréhension et de critique du monde dans lequel on vit. Tel est le but de ce feuilleton qui tâche d'étudier l'histoire, le développement et le fonctionnement actuel du *Daubé*.

Episode 5 : A la conquête de nouveaux publics et marchés : le lancement de Grenews.

algé un changement annoncé

tambour battant au début des années 2000, *Le Dauphiné Libéré* version papier continue sur sa lancée et reste toujours aussi médiocre (voir épisode précédent). En réalité, la direction du groupe a trop peur de perdre le cœur de son lectorat – constitué de personnes âgées peu disposées à encaisser d'importants changements dans leur quotidien. Mais face à la « *révolution du Net* » et à sa faible audience parmi les jeunes, elle décide de « *diversifier* » les activités du groupe et d'investir la Toile.

Après une première tentative pas très concluante de site Internet, elle fait confiance à un de ses jeunes journalistes – Benoît Raphaël – pour lancer pendant la campagne présidentielle de 2007 « *un site innovant, www.quelcandidat.com, qui s'est imposé rapidement comme une référence nationale. Le site, qui tenait un journal quotidien sur la campagne présidentielle vue de La Murette, un petit village isérois, a rassemblé plus de 1,5 million de visiteurs en 2 mois et demi (14,7 millions de pages vues), suscitant l'intérêt de la plupart des chaînes de télévision*

et des news magazines » (1).

Suite à ce succès et après quelques mois de réflexion et « *d'études lecteurs* », le groupe « *Dauphiné Libéré* » lance le 6 février 2008, jour anniversaire des J.O de Grenoble de 1968, « *Grenews.com* », « *un produit 3 en 1* » associant un hebdomadaire gratuit diffusé à 45 000 exemplaires le mercredi, un site Internet mis à jour quotidiennement, et un journal « *web JT* » proposant, du lundi au vendredi, de résumer l'actualité du jour en 5 minutes sur le ton du défunt « *6 minutes* » de M6 Grenoble.

« *La cible ? Les jeunes urbains de 15 à 35 ans qui n'achètent pas le Dauphiné Libéré. "Nous leur proposons un produit spécifique qui correspond à leur mode de consommation de l'information", explique le rédacteur en chef. La mise en place d'un gratuit d'information est aussi la réponse du groupe à l'arrivée depuis 2 ans de plusieurs concurrents dans l'agglomération grenobloise.* » (1).

Chaque facette de « *Grenews.com* » semble être conçue pour répondre à des initiatives apparues les années précédentes sur Grenoble et ébréchant un petit peu le monopole de

l'information locale qu'avait jusque-là *Le Dauphiné Libéré*. Mais quelles sont ces initiatives ?

- *Grenoble&moi*, hebdomadaire gratuit édité par la société Cogecom et distribué à 40 000 exemplaires, est apparu en 2006. Surfant sur la mode naissante des gratuits, il propose - entre deux pages de pub - de courts articles creux résumant une partie de l'actualité locale donnant l'illusion au lecteur de pouvoir s'informer entre deux arrêts de tram (voir page 19). Il touche donc d'avantage les jeunes urbains branchés et pressés que *Le Dauphiné Libéré*.

- Depuis 2005, le site *grenoble.informedia.org* propose un support de « *publications ouvertes* » pour relayer notamment les luttes locales. Participatif, il permet à n'importe qui de déposer des articles ou des annonces d'événements, s'ils rentrent dans le cadre de la charte militante dont s'est dotée le collectif qui modère le site. Si le nombre de contributions est peu élevée en temps normal, le site est très utilisé et visité lors d'événements militants ou de conflits sociaux, et remplit aussi un rôle d'information pour des

lecteurs non-militants. Lors du mouvement universitaire de l'automne 2007, la direction de certaines universités renvoyait ses étudiants sur ce site pour qu'ils se tiennent au courant de la poursuite – ou non – des blocages. *Indymedia Grenoble* met donc en relief un des manques du *Dauphiné Libéré*, pas assez réactif et relayant peu les initiatives militantes. Par ailleurs, des contributions très critiques envers le quotidien local y sont régulièrement postées.

- Depuis 2005, une télévision locale, Télégrenoble, émet sur l'agglomération grenobloise. Et malgré tous les efforts déployés par *Le Dauphiné Libéré*, elle ne lui appartient pas. Après une longue bataille, c'est en effet le projet « Télégrenoble », porté par la société Antennes Locales (filiale de France Antilles/Comareg, également propriétaire de Paru Vendu), qui a obtenu l'autorisation d'émettre. Une des motivations du CSA, qui a tranché entre les deux projets, aurait été d'éviter de renforcer le monopole du *Dauphiné Libéré*. Ironie de l'histoire, Comareg sera racheté peu après par Hersant Médias, qui avait vendu peu avant *Le Dauphiné Libéré*. Toujours est-il que Télégrenoble diffuse dans toute la cuvette et compte 23 500 téléspectateurs par jour (selon TV Locales de février 2009), principalement le JT du soir.

Il semblerait que la direction du groupe n'accepte pas la présence de ces « concurrents » – aussi inoffensifs soient-ils pour sa survie – et entend donc, à travers *Grenews.com*, les battre en brèche. Un gratuit pour *Grenoble&moi*, un site internet pour *Indymedia Grenoble*, et un web JT pour *TéléGrenoble*. Analyse sans doute trop simpliste mais reflétant la célèbre intransigeance de la direction du *Dauphiné Libéré* envers tout projet venant poser le pied sur ses plates-bandes (voir aussi épisode 1 et 2 du feuilleton).

Concrètement, *Grenews.com* fonctionne grâce à une équipe de jeunes journalistes « enthousiastes », pour la plupart anciens du *Dauphiné Libéré*, réunis autour d'un coordinateur éditorial (qu'on appellera Stéphane). La régie publicitaire du journal, Publiprint, s'occupe de vendre aux annonceurs ces nouveaux supports. La réalisation du webJT est confiée à une société de production audiovisuelle, Altius Prod, qui réalise tout autant des reportages journalistiques que des « films institutionnels pour les collectivités et entreprises ». Un exemple de plus du mélange des genres entre journalisme et communication. Rapidement, le webJT s'arrête. A cause d'un mauvais rapport coût/recettes publicitaires? Mais c'est une réorientation stratégique pour ce « nouveau média » qui lui substitue une « vidéo du jour » et qui essaime dans d'autres villes : Arvinevs.com (à Annecy) s'arrêtera au bout de quelques mois, mais Avignevs.



d'intérêt – ont plus de place que le texte. Où on donne au lecteur l'illusion de participer par des « sondages en ligne » et des « côtes de popularité » de personnalités grenobloises, n'ayant pas d'autre but qu'entretenir une interactivité inutile. Où il faut que les acteurs de la vie locale soient toujours prompts à répondre aux questions, sous peine de ne plus appartenir au monde réel. Car le journaliste 2.0 ne peut pas attendre l'information, ou la rechercher, il faut qu'elle soit immédiatement disponible. « L'enquête » se limite à des coups de fil aux personnes concernées mais ne va que très rarement fouiller. Sans que l'on sache si c'est par manque d'envie ou manque de temps.

Quel était le véritable but du *Dauphiné Libéré* en lançant *Grenews*? Le simple plaisir d'apporter aux jeunes grenoblois une information « fun »? L'ambition d'être « le pluralisme de la presse à lui tout seul »? Le désir de faire plaisir à quelques journalistes branchés s'enroulant dans les pages routinières du vieux quotidien?

Comme dans toutes les phases de son développement, *Le Dauphiné Libéré* a agi uniquement par intérêt économique. Car derrière le « fun », se cachent les publicitaires, qui se réjouissent des nouvelles « cibles » que permet de toucher *Grenews*. « Les annonceurs ont bien suivi car 98 % des espaces étaient vendus dans le journal, nous apprend le rédacteur en chef Patrick Pelitier (*l'fra.com*,

le 31/07/2008). Nous avons des annonceurs communs avec le *Dauphiné Libéré* mais ce n'est pas du transfert publicitaire, il s'agit d'annonces spécifiques vers cette cible. Opel, par exemple, a utilisé print/web et vidéo pour lancer la commercialisation d'un modèle à destination des jeunes, la grande distribution aussi nous utilise avec des créations spécifiques. Nous avons voulu un système très simple, le client est roi et c'est lui qui achète le média qu'il veut dans notre dispositif. Il choisit le meilleur moyen de toucher sa cible. »

Ce qui donne, en langage CAC 40 : « Nous assistons à une segmentation accrue des marchés. Nous devons passer d'une politique mono-produit à la gestion d'un portefeuille de produits différenciés » selon Henri-Pierre Guilbert, président du groupe « Dauphiné Libéré ». « Les investissements publicitaires sur Internet représentent aujourd'hui 6% des dépenses publicitaires; dans 3 ans ce sera 15%. Ce qui nous oblige à nous positionner rapidement et le plus efficacement possible sur ce marché. La vente au millimètre colonne ne suffit plus, il faut proposer aux annonceurs des plans de communication mixant la puissance de la PQR aux nouveaux médias » (1).

Derrière le « fun », se cache également une véritable stratégie commerciale, visant à renforcer le monopole de l'information du *Dauphiné Libéré*. « C'est que les annonceurs se retrouvent dans la cible jeune des 18-35

ans. Les mangas, les tags, les tatouages, les gays : la rédaction de *Grenews* écume les sujets "D'jeunes". Et le ton décalé du webJT en rajoute une couche, au risque d'en faire trop et de perdre la tranche supérieure de la cible. Le but à demi avoué est d'attraper les jeunes, des lecteurs qui plus tard pourraient devenir des fidèles du *Dauphiné Libéré* » (2).

En lançant *Grenews*, *Le Dauphiné Libéré* n'avait pas pour but de fournir aux Grenoblois une information diversifiée et de qualité. A travers ce « nouveau média », le groupe a tenté de se donner une image plus « jeune » et sympathique afin de satisfaire les publicitaires à la recherche de « nouvelles cibles » et renforcer son monopole de l'information locale. Voici la cinquième raison qui nous amène à affirmer que *Le Dauphiné Libéré* est daubé.

(1) Acteurs de l'Économie Rhône-Alpes, mars 2008

(2) « Grenews : les jeunes en ligne de mire », *Journalisme*, 18/12/08

de grandes publicités pour *Grenews* à l'intérieur du stade les soirs de match, l'équipe s'efforce de publier un maximum d'articles sur le sujet. Et qu'importe leur pertinence : interview de Machin, latéral-droit et persuadé que « samedi on va tout faire pour gagner », de l'entraîneur-adjoint qui révèle « être vraiment déçu d'avoir encore perdu » ou vidéos « décalées » d'un comique auto-proclamé, parvenant autant à faire rire que les joueurs du GF 38 à gagner.

Tout est bon pour remplir les pages, actualiser le site et attirer un nouveau public. La même importance – et le même ton « fun » – est accordée à une manifestation lycéenne, une déclaration de l'élu Truc ou une paire de fesses. Ainsi, *Grenews* du 9 septembre se félicite du « buzz » créé par l'article sur Laura Frison « Grenobloise élue "les plus belles fesses du monde" », qui a réussi à « faire exploser les connexions, a été repris sur des sites web d'emvergure nationale et s'est même retrouvé un moment sur la page d'accueil de yahoo ! » Peu importe la pertinence du sujet, tant qu'on fait « exploser les connexions » !

Dans cette course à l'information, si possible sexy, les journalistes n'ont pas le temps de creuser les sujets. Il leur faut des images ou des mots pour pouvoir publier des articles le plus rapidement possible. C'est le journalisme 2.0, où les images – même dénuées



POURQUOI LE DAUBÉ EST-IL DAUBÉ ?

GRAND FEUILLETON. SUITE ET FIN. EPISODE 6.

Les tentacules d’un groupe presque totalitaire

Bien avant Facebook, *Le Dauphiné Libéré* a toujours pris soin de se faire beaucoup « d’amis ». Découvrons comment l’étendue du réseau de partenariats du quotidien local lui permet de consolider sa position d’institution incontournable et incritiquable.

Les arrivants » pour accueillir les néo-grenoblois. A l’intérieur, on trouve des plans de la ville, des renseignements pratiques et de la publicité. - *Le Dauphiné Libéré* édite des livres. Comme le journal, ils parlent de tout (*De Mélanie à Minatoc*, *Henri Michal*, *l’ami du Président* ou *Les métiers d’aujourd’hui à Romans-sur-Isère…*) mais surtout de fait divers (60 ans de fait-divers) et de sport. (*Les heures de gloire du FCG*, *Les Alpes et le tour*, *60 ans d’exploits*, *L’album du sport ou 60 ans de montagne*). Le journal développe également une collection « Pays en Rhône-Alpes », qui regroupe des recueils publicitaires pour le pays viennois, le pays de Gex ou la Maurienne ; et une collection « Les Patrimoines », des petits livres historiques sur des événements précis (*Les ciments de l’Isère*, *Les Allobroges*, *Arméniens en Rhône-Alpes* ou *Angenon au temps des papes*).

- *Le Dauphiné Libéré* vend des billets pour des spectacles culturels ou sportifs, sur son site internet. - *Le Dauphiné Libéré* organise des jeux et des concours : grand jeu « DauphiCash », Concours de nouvelles, trophée « La femme qui fait bouger la région ». Liste non exhaustive.

A relever : ces activités extra-presse sont toutes réalisées avec des partenaires. Communes, banques, structures publiques, entreprises… Toutes les institutions se pressent pour voir leur logo affiché à côté de celui du *Dauphiné Libéré*. « DauphiCash » est sponsorisé par Carrefour. Les « mallettes nouveaux arrivants » sont distribuées avec la Métro (communauté d’agglomération grenobloise) et le S.M.T.C. (syndicat des transports en commun). Le trophée « La femme qui fait bouger la région » est une initiative du Crédit Lyonnais. Le concours de nouvelles est soutenu par la Ville de Grenoble et la Frac. Les livres de la collection « Pays en Rhône-Alpes » sont réalisés avec les éditions Glénat. Les salons sont organisés avec les chambres de commerce et d’industrie et les collectivités locales. Les « joursées portes ouvertes » des entreprises iséroises sont issues d’une coopération entre la chambre de commerce et d’industrie, le conseil général de l’Isère, la Banque Populaire des Alpes et *Le Dauphiné Libéré*. Le forum « Entreprise & Savoir », organisé par le groupuscule ultra-libéral « Grenoble Ecobiz » est soutenu par *Le Dauphiné Libéré* mais aussi par la Caisse d’Épargne, le Conseil Général de l’Isère, l’AEP1 (Agence d’Études et de Promotion de l’Isère), Schneider Electric, la Banque Populaire des Alpes, la Banque Rhône-Alpes, la CIC Lyonnaise de Banque, le Crédit Agricole Sud-Rhône-Alpes, la Métro, Minatoc Entreprises, Orange, le GF 38, la G.E.G., Prémalliance, Siemens Transmission, Sogeti, Soitec, etc.

Dans tous les secteurs, *Le Dauphiné Libéré* multiplie les collaborations avec les institutions locales. C’est le partenaire officiel des grands clubs de sports de la région : GF 38 (football), F.C.G. (rugby), Brûleurs de Loups (hockey). « GF 38 - Dauphiné Libéré : c’est reparti pour une saison. (...) *“Nous sommes ravis de reconquière partenariat de fidélité. Être partenaire avec le plus grand média local, c’est une évidence et une obligation. Le partenariat suppose de nombreux échanges entre les deux parties et chacun s’y sent bien”* explique Pierre Mazé, directeur général du GF 38 » (*Le Daubé*, 4/12/2006).

Le quotidien s’allie également avec les grandes écoles ou Valence et Aix-les-Bains. Le principe est toujours identique : permettre aux professionnels des secteurs concernés de rencontrer des nouveaux clients, c’est à dire de se faire de l’argent. Argent qui sera, échange de bons procédés oblige, en partie réinvesti dans des encarts publicitaires du *Dauphiné Libéré*.

- *Le Dauphiné Libéré* vend des gadgets. Sur son site internet, on peut acheter des « réveils à projection lumineuse », des sacs de voyage ou un « coffret aventure » avec une lampe et un couteau. Mais aussi le DVD de Serge Papagalli, l’humoriste presque officiel du journal. - *Le Dauphiné Libéré* distribue des « mallettes nouveaux

les instituts publics. « G.E.G. [N.D.A. : Gaz Électricité de Grenoble] et Le Dauphiné Libéré ont signé une convention de partenariat qui va permettre de communiquer à travers nos colonnes sur *“la maîtrise de l’énergie et le développement des énergies renouvelables”*, maître mot de G.E.G. » (*Le Daubé*, 18/01/2006). « L’Institut d’Études Politiques de Grenoble partenaire du Dauphiné Libéré. Une convention signée hier offrira des stages aux étudiants et permettra à nos lecteurs de bénéficier de la richesse des travaux menés au sein de l’institut. Ces liens sont désormais formalisés à travers la convention qu’ont signée, hier, Henri-Pierre Guilbert et Henri Oberdorff, un véritable partenariat qui prendra corps dès la rentrée prochaine » (*Le Daubé*, 26/06/2002). Devinez avec quel esprit critique on parle du *Dauphiné Libéré* aux étudiants de Sciences Po ?

Ce qui est scandaleux pour presque tout le monde à un niveau national ne l’est plus à l’échelon local

La liste des amis du *Dauphiné Libéré* ne s’arrête pas aux grosses structures. Le quotidien soutient une multitude de petits événements locaux, de la braderie du coin au « Raid Grand’Place », du congrès annuel des maires de l’Isère à la course contre la mucoviscidose du Fontamîl-Cornillon, le festival de musique Rocktrambule à l’Ekliden (marathon organisé sur la presqu’île grenobloise).

L’appât du gain immédiat n’est pas ce qui motive *Le Dauphiné Libéré* à multiplier ces copinages, car ces opérations ne sont que rarement bénéficiaires pour le quotidien. L’intérêt, c’est de tisser des liens et de faire en sorte que le journal soit incontournable pour tous les acteurs locaux de l’économie, du sport ou la culture. C’est cette même perspective qui a incité la direction du *Dauphiné Libéré* à lancer *Grenews*, qui la poussent à éditer les magazines *Ski Chrono* et *Alpes Loisirs* ou à vendre avec son édition du dimanche les suppléments *TV magazine* et *Version Fémina* (qui sont également diffusés par les autres titres de la presse quotidienne régionale). C’est encore cette perspective qui fait du *Dauphiné Libéré* une institution locale, au même titre que le ski, la noix ou le gratin dauphinois.

La contrepartie des partenariats tissés par le quotidien est évidente : un respect mutuel et de délicates attentions réciproques. Par exemple, lors de l’inauguration du salon de l’immobilier 2007 à Grenoble, en présence du patron du journal et d’élus municipaux, « Didier Migaud [N.D.A. : alors président de la communauté d’agglomération, la Métro] a félicité Le Dauphiné Libéré pour l’organisation de ce *“rendez-vous attendu par tous les professionnels”*, tandis que le PDG du quotidien, Henri-Pierre Guilbert, a salué *“les liens qui unissent tous les participants au salon, ainsi que leur engagement, qui contribuent au rayonnement de notre région”* » (*Le Daubé*, 6/10/2007).

Unis et solidaires, *Le Dauphiné Libéré* et ses partenaires s’envoient des fleurs, ne se critiquent jamais et se retrouvent généralement sur la même politique, celle de la pensée unique, celle du « rayonnement de notre région », ou

plutôt du rayonnement de ses dirigeants. A propos du salon du développement durable, on apprend qu’avec « l’ensemble de ses partenaires, à commencer par les chambres de commerce et les collectivités territoriales et locales, mais aussi avec les entreprises et les artisans, Le Dauphiné Libéré considère que la sauvegarde de la planète est aussi de sa responsabilité » (*Le Daubé*, 10/10/2009). Ces mêmes institutions –prétendant œuvrer pour « la sauvegarde de la planète » et le « développement durable » ne sont que des du Béton (appelées « salon de l’immobilier ») et la Fête de la Combustion de CO2 (dénommée « salon de l’auto »). Mais ce n’est pas une contradiction, ni pour *Le Dauphiné Libéré*, ni pour ses partenaires, car la « sauvegarde de la planète » et le « développement durable » ne sont que des slogans creux. L’important est ailleurs, dans la sauvegarde de leurs bénéfices et le développement durable de leurs pouvoirs, dans les nouveaux marchés développés et dans les liens créés entre les partenaires.

Et alors ? Vous restez perplexes devant cette énumération de partenariats du *Dauphiné Libéré* ? Vous ne voyez pas ce qui, dans ce panorama, pose un problème politique ?

Alors, imaginez. Imaginez un pays qui n’aurait qu’un seul quotidien, en dehors de journaux importés de l’étranger et de publications confidentielles. Imaginez que ce journal, en plus de disposer d’un monopole de fait de l’information écrite, soit le partenaire affiché de l’État, de toutes les instances de pouvoir, des centres de recherche scientifique, des banques et des quarante premières entreprises cotées en bourse. Imaginez qu’il vende les DVD de Bigarpagalli, l’humoriste officiel du pays, qu’il du Pays », qu’il édite des livres d’Histoire, qu’il donne à tous les nouveaux migrants des petites mallettes d’accueil réalisées avec l’État, qu’il organise des salons dans tous les domaines, qu’il sponsorise la plupart des événements sportifs ou culturels. Si c’était le cas, ce pays serait considéré comme potentiellement totalitaire. Les intellectuels des autres pays s’insurgeraient contre la pensée unique imposée et vilipenderaient le journal, cette *Pravda*, cet organe de propagande. On parlerait de dictature ou bien de démocratie malade. On pointerait du doigt ce conflit d’intérêt évident, cette collusion entre les pouvoirs et la presse. On dirait que la presse n’est pas le contre-pouvoir qu’elle prétend être.

Mais ce qui est scandaleux pour presque tout le monde à un niveau national ne l’est plus à l’échelon local. Personne ou presque ne s’étonne du pouvoir dont dispose *Le Dauphiné Libéré* dans notre région. Son emprise sur le fonctionnement de sa zone de diffusion va de soi. Ses relations étroites avec les dirigeants et les chefs d’entreprises paraissent « normales ». Rares sont ceux qui critiquent *Le Dauphiné Libéré*, car tout le monde compte sur lui pour faire passer ses idées, ses événements. Et tant pis pour le pluralisme, l’esprit critique, et l’indépendance de la presse vis-à-vis des forces économiques et politiques. ◆

- Bernard Montergnolle, *La Presse Grenobloise de la Libération. 1944 – 1952*, Presses Universitaires de Grenoble, 1979.

ILS TOMBENT DANS UN C’EST TOUT SIMPLEMENT PARFAIT UN JOLI COUP DE LA MÉTRO

LE BRAS DÉCHIQUETÉ PAR UN BROYEUR L’INCENDE SE DÉCLENCHE

ALORS QUE L’ESTRATÉGIE DE TRAIRE SES VACHES

VIOLENCES DISPARITION CONJUGALES EN VOITURE PRÉOCCUPANTE

FABIEN LE BOUCHER SÈRA-T-IL «L’ESPOIR DE CANNES» SUR MG ?

COLLISION DE L’ANNÉE UN CHOU LE FLEURISTE QUI A PARTICIPÉ DE 18 KILOS A L’ÉMISSION DE MG CRIMES

MÉTIERS D’AUTREFOIS LA VIREE BARBARE DE TROIS ISÉROIS

SON PORTABLE VOLÉ, IL SE RETROUVE TOUTNU

FAITS DIVERS VITESSE, ALCOOL ET DÉLIT DE FUITE POUR LE «VIKING» DE LA ROUTE

IL PERCUTE FERVEUR ET UN ROCHER ENTHOUSIASME DE PLEIN FOUET AU STADE DES ALPES

IMBIBILLER DISCOTHEQUE ENFLAMMES

IL INSULTE NICOLAS SARKOZY AMBULANCES NEGATIVE

DU PITTORESQUE AU SUBLIME

GRENOBLE CARRÉFOUR DES SCIENCES ET DE L’INDUSTRIE

FORCENÉ L’HORREUR

UNE AFFAIRE DE BÈBE CONGÈLÉS EN ALLEMAGNE

SÉLECTIONNÉE POUR LE CONCOURS DU MEILLEUR EMPLOYÉ DE MAISON

GRENOBLE NE RASSURE PAS

UN PISTOLET POINTÉ SUR LA TEMPE

FAITS DIVERS MAGIE DUCRITÉRIUM

PETITES ANNONCES LE GF 38 VA-T-IL REPARTIR ?

IL SE TUE EN SE JETANT S O U S LE TGV

LE VIGILE AVAIT LAISSÉ SON CHIEN MORDRE UN VAGABOND À LA GARE

GRENOBLE ENLISE TRAGÉDIE GRENOBLE BATTU DE FUI TE POUR LE «VIKING»

«C’EST TRÈS DUR»

MISSION IMPOSSIBLE POUR LE GF38

ACCIDENT ENTRE DEUX SPIRALES NEGATIVE

LE COIN

RESTO UN COLLÉGIEN MURJ A MINATEC

HAPPE DANS LE PÉTRIN D’UNE BIOLANGÈRE

100 COUPS DE FOUET

ACCIDENT ENTRE DEUX AMBULANCES

17 VACHES TUÉES

POURQUOI LE DAUBÉ EST-IL DAUBÉ ?

HISTOIRE CRITIQUE DU DAUPHINÉ LIBÉRÉ

LA BOUTIQUE 5 euros ÉPOPEE SAUVAGE

LE JOUEUR DU GF38 ROULAIT À 244 KM/H LA BOULANGERIE AVEC UNE ARME

TOUT VA MAL LA NOUNOU A VAIT SECOUR UN BÈBE

J’O C’EST PARTI

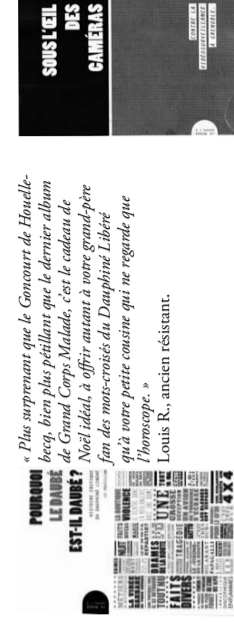
UNE MÈRE DE FAMILLE ÉTRANGÉE

UNE AVALANCHE EMPORTE UN

«C’EST TRÈS DUR»

Cinq épisodes de ce feuilleton sont parus dans *Le Postillon* entre mai 2009 (numéro zéro) et février 2010 (numéro quatre). Si vous n’avez pas lu les premiers épisodes, ou si vous voulez garnir votre bibliothèque, une édition revue et augmentée de cet ensemble de textes, avec une introduction et un épilogue inédits, vient d’être publiée dans un livre aux éditions Le monde à l’envers. Cette maison d’édition associative grenobloise a également publié l’été dernier *Sous l’œil des caméras* - *Contre la vidéosurveillance à Grenoble*, un ouvrage collectif.

Livres disponibles pour 5 euros en librairies, ou en écrivant à Le monde à l’envers, 15 rue Georges Jacquet,38000 Grenoble. mondemvs@riseup.net



« Si votre oncle vous répète qu’il n’a rien à se reprocher, donc rien à reprocher à la vidéosurveillance, alors offrez-lui ce livre pour les fêtes de fin d’année. » Henri C., ancien commerçant

Louis R., ancien résistant.



« Plus surprenant que le *Goncourt de Houellebecq*, bien plus pélaillant que le dernier album de Grand Corps Malade, c’est le cadavre de Noël idéal, à offrir, avant à votre grand-père fan des mois-croisés du Dauphiné Libéré qu’à votre petite cousine qui ne regarde que l’homosopie. » Louis R., ancien résistant.

C'EST VRAI ÇA, POURQUOI !

Pourquoi les journalistes du *Daubé* défendent-ils *Le Daubé* ?

Telle est l'étrange question que se pose une personne - appelons-la Dominique - « travaillant » comme Correspondant Local de Presse (CLP) au *Daubé*, le monopolistique quotidien d'information locale. Dominique, donc, nous a contactés après avoir lu le livre du *Postillon*, *Pourquoi Le Daubé est-il daubé ?* (1). Dominique avait plutôt aimé le livre, appris des choses sur son "employeur", et nous proposait d'apporter un peu de son vécu. Ça tombait bien, vu que le principal reproche adressé pour l'instant à ce livre était le manque de vécu, de récits de l'intérieur. On a donc proposé une interview à Dominique. Qui a gentiment décliné par souci d'anonymat, et a préféré que l'on discute à bâtons rompus en gardant pour nous les nombreuses anecdotes racontées (vous manquez quelque chose).

On se contente donc de rapporter quelques brins de la conversation qui ne permettront pas d'identifier la localité dans laquelle cette personne travaille (précisons simplement qu'il ne s'agit pas de Grenoble). Autant le dire tout de suite, il n'y a pas de scoops : « *Même si on y travaille, c'est très difficile d'avoir des informations sur comment marche Le Daubé. Comme vous le dites dans votre livre, l'organisation est opaque. Je ne sais pas s'il s'agit d'une opacité voulue, ou bien d'une organisation "floue". Je fais des papiers depuis un moment, j'ai essayé de chercher des informations sur la comptabilité ou l'organigramme et je n'ai jamais rien trouvé.* » Alors Dominique a commencé par nous parler de son salaire, qui a l'unique avantage de lui permettre de sentir une certaine proximité avec un employé chinois. En faisant presque un article par jour (accompagné d'au moins une photo), Dominique parvient tout juste à gagner 200 euros par mois (2). « *En gros pour faire un article, il faut aller à un endroit, y passer un moment, faire des photos, revenir, traiter les photos, écrire le papier, et au final on a un peu moins de dix euros.* » Ceci expliquant pourquoi ce sont presque exclusivement des retraités ou des étudiants soucieux d'ajouter une ligne à leur CV qui deviennent CLP et ceci expliquant également la médiocrité coutumière de ces papiers (qui remplissent les pages locales). Comment avoir envie de bien travailler en étant exploité ? « *Je ne trouve pas dégradant de parler des initiatives locales, fussent-elles boulistes ou autre. Par contre, je regrette le manque de place ! 90 lignes (soit 2700 signes environ, espaces compris) semble constituer un grand maximum admis pour un papier. On peut faire plus en faisant des "hors texte", en divisant l'article et deux ou trois pour mettre le focus sur certains aspects. Mais cela demande du temps, un échange avec les journalistes. Chose que les CLP n'ont pas toujours le temps ou la volonté de faire. De même que, vu les tarifs, on n'est pas encouragé à rester des heures sur un événement pour en rendre compte. C'est dommage.* »

Bon. Mais les journalistes, qui eux sont payés « normalement », devraient faire du bon boulot, non ? « *En fait le problème, c'est que les journalistes ne sont plus seulement journalistes. Suite à des restructurations internes, on leur demande de plus en plus d'être polyvalents, de « monter les pages », de faire un travail de secrétaire de rédaction. Certains s'en accommodent. Mais d'autres en crèvent, regrettent d'aller de moins en moins sur le terrain. Généralement, ils en savent, ils ont le nez dans le guidon. Quand il y a un absent pour deux semaines, la direction ne le remplace pas et les autres se retrouvent avec du boulot en plus. La plupart des journalistes sont des « gens biens », plein de bonne volonté, et je crois qu'ils essaient vraiment de faire le mieux qu'ils peuvent à l'intérieur des contraintes. Mais l'actualité quotidienne, le manque de temps ne sont guère propices au recul, tant sur la prose que sur l'info. Je me surprends parfois à ne plus savoir ce que j'ai fait il y a trois jours.* »

Soit. Mais pourquoi n'entend-on jamais ces journalistes revendiquer de meilleures conditions de travail ? « *Souvent le ton monte dans les bureaux, certains s'énervent, râlent ou s'engueulent. Mais c'est vrai que les journalistes du Daubé ne font jamais grève [seuls les « ouvriers du Livre » responsables de l'impression, font régulièrement grève]. C'est étonnant. Ils pourraient facilement se faire entendre, mettre la pression. Je me suis souvent demandé pourquoi les journalistes du Daubé défendaient Le Daubé. Je crois que ça doit être à cause de la fameuse « dissonance cognitive » qui fait que c'est plus facile d'aimer ce qu'on fait plutôt que de le remettre en cause.* »

(1) Ce livre, édité par la maison d'édition associative Le monde à l'envers, est toujours disponible (pour 5 euros) en librairies. C'était la page de publicité.

(2) Voilà le détail du barème de cotation pour les CLP :

Infos de service : x 2
Brèves : x 3
Échos : x 30
Courant : x 30
Développé : x 40
Initiative : x 80
Alerte : x 60
Photo : x 10
Le tout est multiplié par le prix du point : 0,183. Par exemple, une photo : $1 * 10 * 0,183 = 1,83 \text{ €}$.



Pourquoi *Le Daubé* ne défend pas *Le Daubé* ?

Un beau jour de février, on ouvre la boîte mail et là, surprise ! Une journaliste du *Journal des Entreprises Isère* désire nous interviewer à propos du livre *Pourquoi Le Daubé est-il daubé ?* (1). Pour situer le contexte, précisons que *Le Journal des Entreprises Isère* est à la presse locale ce que BFM est à la radio ou *Les Echos* à la presse nationale, c'est-à-dire un média à la gloire du Marché, de l'économie-reine et de la guerre compétitive. Bref, une feuille de chou dans laquelle une structure comme la nôtre, qui a la fructification du capital en horreur, n'a normalement rien à faire. Beaux joueurs, on accepte quand même de la rencontrer. On vous passe les détails de la laborieuse discussion qui s'en suivit, tant on ne parvint pas à faire comprendre que, non, nous n'avions pas pour but de réussir économiquement. Bref, l'idée de cette journaliste était de faire réagir *Le Daubé* à notre livre et notre interview. Las. Un mois plus tard, elle nous renvoie un mail pour nous dire que le papier ne verra jamais le jour, *Le Daubé* ayant refusé de répondre. Alors pourquoi *Le Daubé* ne défend pas *Le Daubé* ?

Malgré ce silence radio, le bouquin circulerait dans les rédactions. Selon *La Voix des Allobroges*, un site savoyard généralement bien informé (www.lavoixdesallobroges.org) « une rumeur fait état du petit livre blanc circulant de mains en mains dans plusieurs agences locales du groupe, et de journalistes s'épanchant tout sourire sur les bonnes pages ».

